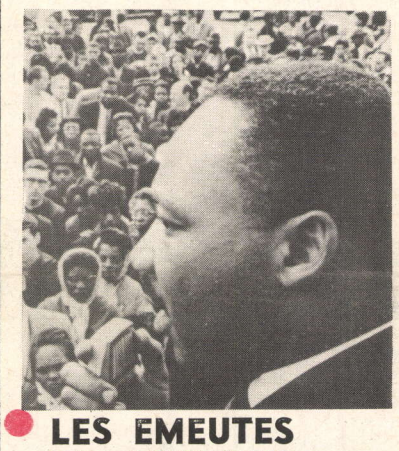
lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

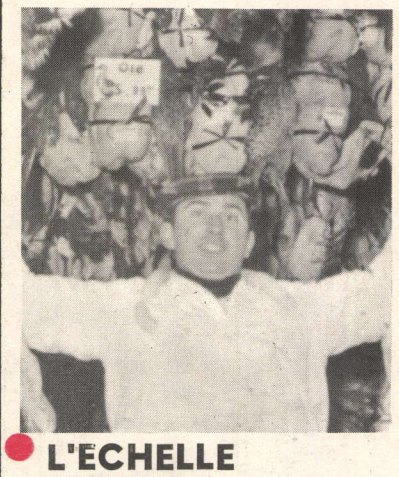
HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
Nº 38
9 AVRIL 1969
1 F

L'ECONOMIE U.S. va-t-elle VERS LA CRISE ?

TCHECO-SLOVAQUIE : L'ENGRENAGE (p. 3)



LES EMEUTES DE CHICAGO (p. 2)



L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES (p. 10)

IXe CONGRES DU P.C. CHINOIS (p. 5)

vendredi 25 avril 21 h.
grande salle de la mutualité
24, rue saint-victor paris 5

grand meeting public

l'épisode du référendum et les tâches des révolutionnaires

organisé par "lutte ouvrière" et "rouge"

participation aux frais 2 f.

L'UNITÉ des RÉVOLUTIONNAIRES

L'ÉCONOMIE U. S. VA-T-ELLE VERS LA CRISE ?

LE week-end pascal a permis aux autorités monétaires américaines d'annoncer de nouvelles mesures de défense du dollar : augmentation du taux d'escompte de la banque centrale de 5,5 à 6 %, gel de 650 millions de dollars des réserves des banques.

Si la crise paraît moins aiguë que celle qui a secoué successivement le franc et la livre, les mesures annoncées n'en marquent pas moins une escalade révélatrice. Le prix du crédit n'a jamais été aussi élevé depuis la grande crise de 1929, l'emballement de l'économie, le développement de l'inflation semblent de moins en moins contrôlés par le gouvernement américain. En effet les prix augmentent de 5 % l'an, les crédits à l'économie trois à quatre fois plus vite encore, le déficit commercial bat tous les records : la très puissante économie américaine a la fièvre.

Le phénomène est le même que celui que nous avons connu en France et qui a failli emporter le franc (ce qui n'est d'ailleurs que partie remise) et menace peu ou prou toute l'économie occidentale.

L'Etat dépense beaucoup plus que ses ressources. Il paie ses dettes en utilisant la planche à billet. Tant qu'il n'abuse pas du procédé, les billets en surplus sont mis en réserve par les particuliers et retirés de la circulation, comme dans n'importe quelle honnête économie. Mais quand l'opération se renouvelle, que l'Etat abuse du procédé, que les billets se multiplient, la confiance tombe et chacun se demande si avec ces billets il pourra acheter demain autant qu'aujourd'hui.

Au lieu de les thésauriser, on les dépense avant qu'ils ne perdent leur valeur. Les prix se mettent alors à augmenter, ce qui incite de plus en plus à ne garder aucune réserve d'argent, et le processus s'entretient de lui-même. La demande est élevée, les industriels vendent. Ils empruntent au maximum pour étendre leurs affaires productrices ou spéculatives puisque l'argent qu'ils auront à rendre vaudra moins... Et c'est ainsi avec des hauts et des bas que marche l'économie occidentale depuis des années, soumise à la fièvre inflationniste et secouée de temps à autres d'accès plus ou moins violents.

Ce fonctionnement fébrile de l'économie est très malsain. Les inconvénients et les dangers sont multiples. La thésaurisation et l'épargne ne se font plus.

Chacun emprunte au maximum espérant rendre avec une monnaie dévaluée ; les spéculations et fausses valeurs se multiplient et entraînent une montée artificielle des valeurs boursières, un développement incohérent de l'industrie et une augmentation désordonnée du crédit. De plus la hausse des prix favorise les importations et freine les exportations. Aux problèmes intérieurs s'ajoutent les problèmes de paiements extérieurs.

Enfin, l'inflation, par les mécontentements qu'elle provoque dans la population laborieuse fait planer sur la bourgeoisie la menace constante de luttes sociales — facilitées par l'apparente prospérité générale — laquelle bourgeoisie, menacée de toute part, ne peut que continuer une fuite en avant éperdue. Un simple krach boursier suffit à provoquer la crise. Ainsi en 1929.

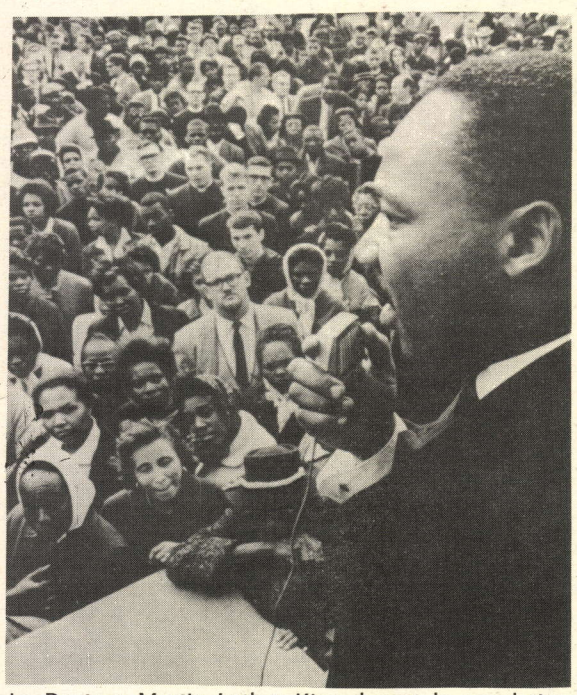
Le gouvernement américain ne l'ignore pas. Il tente de calmer l'inflation tant qu'il est encore temps. Mais ses moyens sont étroitement limités.

S'il cesse brutalement ses mesures de soutien à l'économie (dépenses militaires etc.), pour réduire ses dépenses, il risque de provoquer la crise qu'il voulait éviter. Il tente donc de la modérer par des mesures essentiellement psychologiques. Il s'agit de rétablir la confiance, de convaincre la population que le dollar gardera sa valeur, que le gouvernement le défendra coûte que coûte, et inciter les gens à freiner l'anticipation de leurs dépenses.

Jusqu'ici le gouvernement semble avoir échoué. Johnson ayant imposé une surtaxe de 10 % sur les impôts pour diminuer la consommation des particuliers. Ceux-ci ont emprunté de plus belle et vidé en partie les caisses d'épargne. Le nouveau gouvernement tente maintenant d'augmenter le prix du crédit et les disponibilités des banques. Cela peut encore une fois se retourner contre lui, pour peu que les bourgeois petits et moyens supposent que l'inflation va plus vite que l'augmentation de l'intérêt. Seul l'avenir dira si le coup de frein donné par le gouvernement n'a pas dépassé la mesure ou au contraire a été inopérant.

Car pour l'essentiel le problème n'est pas soluble. L'ensemble de l'économie occidentale est menacé d'inflation parce que l'ensemble vit de manière malsaine. Par ses subventions, par le maintien d'une économie de guerre, les différents Etats permettent le fonctionnement de l'économie et la survie d'une classe capitaliste dépassée et menacée à chaque instant d'effrondrement en menaçant d'entraîner la planète dans sa chute. Le phénomène nouveau de ces dernières années, outre la multiplication de la fréquence des crises, c'est que le pilier du système, l'impérialisme américain est à son tour menacé, incapable malgré sa puissance de continuer à soutenir financièrement et militairement l'ensemble du système. Personne, et surtout pas les gouvernements, ne peut prévoir, mesurer la capacité de résistance d'un système entraîné par des forces qu'il est incapable de dominer, et qui finiront par le détruire.

LES EMEUTES DE CHICAGO



Le Docteur Martin Luther King devant la population noire de Selma (U.P.I.)

A l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, les noirs sont descendus à nouveau dans la rue. A côté des cérémonies officielles, des sermons des prêtres réformistes et du télégramme de Nixon à la veuve du pasteur, Chicago, Memphis, Washington, Baltimore et Topéka ont vu, une fois de plus, quelques milliers de jeunes affronter les forces de l'ordre.

La presse américaine tente de minimiser les incidents et met en évidence le « sang-froid » de la police. C'est ainsi que le « New York Herald Tribune » note avec satisfaction qu'à Chicago :

« La police brutalisa rarement (sic !) les manifestants arrêtés... On ne remarquait pas de traces de coups sur les jeunes dans les commissariats. » (C'est plus qu'un aveu !)

Pourtant, pour limitées qu'elles aient pu être, les manifestations de ces derniers jours rappellent l'existence, au sein de la soi-disant « prospérité » américaine, d'une race de 22 millions d'hommes, dont la plupart sont opprimés, surexploités, mal logés et quotidiennement humiliés.

En effet, malgré les discours optimistes de certains dirigeants américains, malgré les phrases sur la « société d'abondance » et la « lutte contre la pauvreté », le capitalisme américain est incapable de résoudre le problème noir.

Certains voudraient faire croire que les troubles de ces dernières années ne sont que les séquelles d'un passé révolu, que la situation des Noirs aux U.S.A. va en s'améliorant et que, bientôt, ils pourront participer à la prospérité de la « Grande Société ».

Ces affirmations sans fondement ne tiennent pas devant la réalité de l'évolution des trente dernières années. En 1947, le salaire d'un ouvrier noir était équivalent en moyenne à 54 % de celui d'un ouvrier blanc. En 1962, il était arrivé à... 55 % ! A cette allure-là, l'égalité serait réalisée en... 2644

Quant aux chiffres concernant le chômage, ils sont encore plus éloquents :

POURCENTAGE DE CHOMEURS :

Dans la population blanche :

1940 : 13 %,

1962 : 4,9 %.

Dans la population noire :

1940 : 14,5 %,

1962 : 11 %.

Les statistiques sont sans appel : loin de se combler, le fossé se creuse.

Il est important de comprendre que c'est parce que le capitalisme le plus moderne du monde est incapable de résoudre le problème du chômage, qu'il est incapable d'empêcher que les Noirs n'en soient les premières victimes. Il faut des chômeurs et comme la couleur de la peau est un excellent prétexte dans une société gangrénée par les préjugés racistes, la minorité noire sera frappée d'abord. Avec la « rationalisation », le processus s'accélère. En effet, les Noirs forment surtout une main-d'œuvre peu qualifiée qui est éliminée par l'introduction de l'automation. Ceci est particulièrement net depuis 1960.

C'est parce que l'impérialisme a besoin d'un sous-prolétariat, véritable caste de parias qu'il est incapable d'empêcher la détérioration des conditions de vie des Noirs américains.

C'est pourquoi la lutte des Noirs pour le droit à l'existence, est une lutte contre le capitalisme.

Quand bien même les tentatives de formation d'un « capitalisme noir » par la bourgeoisie U.S. auraient un quelconque succès, les bourgeois noirs seraient d'emblée isolés des masses en lutte tout comme les politiciens réformistes qui souhaitent une intégration dans la société blanche.

Cette intégration, au moins une forte minorité décidée parmi les noirs n'en veut plus. Les « Oncle Tom », les « non-violents » ont vu ces dernières années leur prestige et leur influence décroître au profit d'organisations plus radicales qui contestent le système, tels que les « Black Muslims », les « Panthères Noires », etc.

Les récentes manifestations sont-elles le prélude à un été « chaud » ? Nous ne le savons pas. Il est possible que les organisations noires décident d'abandonner momentanément les heurts avec la police au profit d'une activité plus en profondeur.

Toujours est-il que le capitalisme américain empêtré dans les rizières du Vietnam et dans les incertitudes de l'inflation ne peut pas plus arrêter la lutte des Noirs qu'il ne peut résoudre ses contradictions.

C'est l'exploitation de l'homme par l'homme, et sous sa forme moderne c'est le capitalisme qui est à l'origine de l'oppression d'une race par une autre. Par la lutte contre une société inhumaine qui les rejette, les Noirs peuvent à terme, contribuer à faire sortir le prolétariat blanc des Etats-Unis de la léthargie où le plongent ses préjugés réactionnaires et racistes.

Ils sont une des forces essentielles du combat qui détruira une telle société et instaurera un monde sans classe et, par conséquent, sans différence de races.

TCHECOSLOVAQUIE

L'ENGRENAGE

Une victoire qui a eu plus d'effets que l'immolation par le feu. (U.P.I.)

L'ANNONCE, le 28 mars dernier, de la victoire définitive de la Tchécoslovaquie sur l'U.R.S.S. aux championnats du monde de hockey sur glace, a déclenché sur toute l'étendue du pays d'importantes manifestations anti-russes.

Aussitôt après la fin de la retransmission télévisée de la rencontre sportive, dans la plupart des villes, la population s'est retrouvée spontanément dans la rue, saisissant l'occasion de démontrer une fois de plus que la réalité de l'occupation soviétique n'est pas oubliée, ni surtout acceptée. A Prague, les manifestatants ont mis à sac les locaux de la compagnie soviétique « Aéroflot » ; ailleurs, voitures et véhicules militaires soviétiques ont été incendiés, des drapeaux russes brûlés. Les incidents ont été particulièrement sérieux dans les villes où sont stationnées des troupes soviétiques.

Un des faits les plus importants de ces dernières manifestations, c'est que des heurts violents ont eu lieu avec les forces de l' « ordre », non pas avec les troupes soviétiques mais avec la police tchécoslovaque, les flics de Dubcek, parmi lesquels on compte une cinquantaine de blessés.

Dès le lendemain, le gouvernement tchécoslovaque dénonçait publiquement les « actes de vandalisme et d'hystérie anti-soviétique » commis par des « provocateurs politiques » et des « éléments criminels » contre les immeubles utilisés par des organismes soviétiques, et justifiait l'intervention énergique de la police. Se faisant fidèlement l'écho de la « Pravda », le gouvernement tchécoslovaque accréditait la thèse des « éléments provocateurs ».

En fait, pour la première fois peut-être de façon aussi nette, Dubcek a pris ouvertement position du côté des Russes. Et, depuis les manifestations de la semaine passée, chaque jour apporte une nouvelle preuve que l'équipe Dubcek elle-même est prête à se faire l'instrument docile de la politique soviétique : la presse est mise au pas, journaux saisis, censure préalable rétablie ; des dirigeants sont blâmés, dont Josef Smrkovsky et d' « autres camarades », non cités ; les forces de police et services chargés du maintien de l'ordre seront renforcés, notamment par des unités de l'armée et des moyens accrus leur seront accordés ; enfin, l'équipe dirigeante utilise désormais un langage « nouveau » mais qui ne rappelle certainement que trop au peuple tchécoslovaque des temps qu'il croyait peut-être révolus : c'est maintenant de la bouche même de Dubcek qu'émanent les mises en garde contre les « éléments réactionnaires antisocialistes et antisoviétiques », contre l' « intense propagande bourgeoise de l'étranger qui vise à saper les bases du régime socialiste » ou encore contre « l'antisoviétisme qui ouvre la porte à l'anticommunisme, à l'aventurisme et au vandalisme », etc., etc.

Ainsi Dubcek qui, il n'y a pas si longtemps encore, symbolisait le désir d'émancipation du peuple tchécoslovaque, en est arrivé aujourd'hui à se faire ouvertement le gendarme des soviétiques. Celui qui symbolisait une politique de libéralisation, et pour certains même, un « socialisme à visage humain », en est aujourd'hui à prôner la censure et la répression.

Cette trahison, de jour en jour plus évidente, faite au nom des intérêts de la nation et du socialisme ne peut pas ne pas surprendre. Les bureaucrates à la Dubcek ne se sont jamais proposé l'instauration d'un véritable socialisme en Tchécoslovaquie, ni même une véritable libéralisation.

En tant qu'homme d'Etat et homme d'appareil, Dubcek s'était même bien gardé de s'appuyer sur les masses populaires. Ce n'est d'ailleurs pas en faisant appel à leur initiative et à leur lutte qu'il avait évincé l'équipe Novotny, mais par une révolution de palais, une lutte d'appareil contre la fraction rivale à laquelle il disputait la direction de l'Etat tchèque. Et à l'époque de la soi-disant « libéralisation », il y a un an, Dubcek se gardait bien de jouer avec le feu en encourageant les initiatives populaires. A l'époque, c'est lui-même qui déclarait déjà que « considérer la démocratie comme une possibilité pour chacun de se mêler de tout et de faire ce que bon lui semble, c'est vouloir l'anarchie, cela n'a rien à voir avec la démocratie ».

Si, par la suite, en août 1968, Dubcek a pu apparaître comme le symbole même de la résistance nationale, comme le dirigeant dans lequel le peuple entier se reconnaissait, c'est que les circonstances le lui imposèrent. Mais cela se fit indépendamment de sa volonté et malgré lui, ou plutôt malgré sa méfiance envers la spontanéité des masses.

C'est parce que, à la vue des chars russes, le peuple tchécoslovaque se dressa comme un seul homme et que, contrairement à leur attente, les Russes ne parvinrent pas à provoquer de différenciation politique entre les différentes couches de la population, qu'au sein de l'appareil d'Etat ils ne trouvèrent pas non plus d'équipe de rechange à la politique de Dubcek. Et ce sont les masses populaires qui, par leur volonté unanime de résistance, ont fait de Dubcek le chef du mouvement de résistance. Et s'il accepte à l'époque pendant une courte période de jouer ce rôle, c'est qu'il avait conscience qu'en tant que symbole lui-même de la résistance nationale, il bénéficierait de l'entière confiance des masses populaires et ne risquait donc en aucune d'être débordé.

Mais rapidement, la bureaucratie soviétique imposa à Dubcek de faire un choix. Ou bien il s'appuyait totalement sur les masses populaires et, tenant compte de leurs aspirations, refusait de cautionner l'intervention soviétique. Ou bien alors il composait avec cette intervention et par là même, la cautionnait.

Fidèle à lui-même, à ses fonctions d'homme d'Etat et d'homme d'appareil, c'est-à-dire fidèle à sa méfiance congénitale à l'égard de l'initiative des masses, Dubcek ne pouvait choisir que la deuxième solution : la caution de l'intervention soviétique. C'est ce qu'il fit en signant les accords de Moscou. C'était là une première capitulation qui devait automatiquement en entraîner d'autres en chaîne. Et de capitulations en capitulations, Dubcek en est arrivé à la situation actuelle : plus il a cautionné la présence et l'intervention soviétiques, plus il s'est coupé de la population, et plus en se coupant de la population, il s'est vu contraint de puiser sa force dans l'armée soviétique.

Aujourd'hui, cette logique de la capitulation a conduit Dubcek à remplir les tâches pour la réalisation desquelles les Russes n'avaient pas trouvé un seul volontaire avoué en août dernier. Aujourd'hui, c'en est fait de l'unanimité nationale : ce sont les flics tchécoslovaques qui cognent sur les manifestants.

Pour le peuple tchécoslovaque, ou du moins pour ses éléments les plus combatifs, pour ceux que la politique des Dubcek et autres n'a pas découragés, il apparaît clairement aujourd'hui qu'il ne faudra plus compter sur des dirigeants nationalistes, aussi « libéraux » soient-ils, pour transformer la société et même pour lutter efficacement contre l'occupation soviétique.

Conférence des 4 grands sur le Moyen-Orient : « Les U.S.A. espèrent convaincre Israël d'adopter une politique plus conforme à leurs vues. »

(Les journaux)

La loi des parasites en Pologne "populaire"

LE gouvernement polonais vient d'élaborer un projet de loi « Antiparasites » qui doit être soumis prochainement à l'examen de la Diète. Il est vrai qu'en mars 1968 le socialisme polonais paraissait plus « parasité » aux étudiants qui manifestaient dans la rue. Mais les parasites du gouvernement sont ailleurs, et le projet thérapeutique prévoit que : « Quiconque mène une vie de parasite en tirant des ressources régulières d'activités que la morale réprouve est passible d'une peine de restriction de liberté » qui peut atteindre trois ans de prison pour les récidivistes.

Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur la destination de ce nouvel antiparasite, le docteur Jerzy Bafia, haut fonctionnaire de la Justice, a dûment précisé que le terme de « parasite » devait être aussi appliqué aux « jeunes oisifs qui se font entretenir par leurs parents et abusent de leur bon cœur ». Ainsi, tout étudiant ou jeune dépendant financièrerement de ses parents et se livrant régulièrement « à des activités que la morale réprouve », en faisant de la politique contestataire par exemple, pourra être impartialement refoulé au rang de parasite indésirable.

Il faut croire que la campagne et l'épuration antisémite qui ont suivi la répression des troubles de mars 1968 n'ont pas suffi à calmer les émois de ce régime policier. Et la morale « socialiste » du gouvernement qui ne tolérait pas qu'on confondît la conscience « socialiste » et la conscience «cosmopolite» trouve aujourd'hui indispensable, après avoir extirpé le chancre « sioniste » de s'attaquer aux parasites en général.

Mais après les épurations, les arrestations en chaîne des jeunes intellectuels, le gouvernement ne tient plus à s'embarrasser de procès politiques pour mater le serpent de la pagaille polonais.
Et le simple bon sens « national » des dirigeants leur dicte qu'il serait plus simple et politiquement plus économique de saupoudrer généreusement les parasites trop tenaces de condamnations de droit commun.

...Jusqu'au jour où les petits parasites se multiplieront trop vite pour les gros...

IXe Congrès du Parti Communiste Chinois

le retour à l'ordre

Etudiants, enseignants et jeunes communistes lors d'un rassemblement à Pékin, jurent fidélité à Mao (U.P.I.)

LE mardi 1er avril s'ouvrait le IXe Congrès du Parti Communiste Chinois. Théoriquement instance supérieure du Parti, le Congrès ne s'est pas réuni depuis onze ans, pourtant chargés d'événements. Apparemment, le P.C. chinois a gardé au moins cette tradition de l'école de Moscou : les plus graves décisions sont prises par un petit groupe de dirigeants qui se contentent de convoquer le Congrès pour entériner ce qui avait déjà été réglé.

Sans parler de la rupture sino-soviétique, le groupe dirigeant a eu, dans cet intervalle de onze ans à déclancher, à mener à bien et à démobiliser la « révolution culturelle ». Le rôle du Congrès se limitera à mettre officiellement le point final à cette révolution culturelle et à en entériner les résultats.

Quels changements le Congrès aura-t-il à légitimer ? Changements dans la direction même du Parti, certes. Quatre membres sur sept du comité permanent du bureau politique ont été éliminés ou écartés. Mais, affirment les commentateurs chinois, ces changements à la direction font partie d'un ensemble qui est l'acquis de la victoire des idées révolutionnaires et par la même occasion, l'élimination de révisionnistes de tous les postes responsables.

Déclenchée il y a près de trois ans, le 18 avril 1966, la révolution culturelle fut en effet présentée comme la mobilisation de la jeunesse révolutionnaire contre les éléments contre-révolutionnaires ou révisionnistes. Mais qu'est-ce qu'on a vu en réalité ? On a vu des millions de jeunes intellectuels, bénéficiant de l'encadrement et du soutien logistique de l'armée, envahir les villes pour mettre au pas la population citadine.

Le mouvement avait commencé dans les universités. Chaque nouvelle étape de la mobilisation qui devait aboutir à la création des gardes rouges passait par les bancs des lycées et des écoles supérieures. Pendant des mois, les écoles ont été officiellement fermées afin de permettre aux élèves de participer à la révolution culturelle. Des millions d'élèves ainsi « libérés » ont convergé des provinces les plus reculées, ont envahi les grandes villes et ont formé l'ossature des gardes rouges.

Cette immense mobilisation ne s'est pas faite, comme on a tenté de le prétendre, au seul appel de Mao-Tse-Tung en marge et même contre l'appareil d'Etat. Le fait même qu'à certains moments de la révolution culturelle plusieurs millions de jeunes de province aient pu atteindre Pékin et y séjourner n'a pu être rendu possible que grâce à la collaboration des moyens de transports publics et grâce à l'appareil logistique de l'armée. Les jeunes mobilisés ont été amenés des campagnes, logés, nourris par l'Etat. Ils ont agi pour le compte de l'Etat, en prolongement de l'appareil répressif officiel du régime, armés, guidés et encadrés par lui.

La tâche essentielle dévolue aux gardes rouges avait été de mettre au pas la population citadine, de briser les aspirations des ouvriers à un certain bien-être, d'étouffer jusqu'au désir d'avancer des revendications. Dans cette activité, les gardes rouges n'ont pas tardé à se heurter à la résistance de la classe ouvrière. Des bagarres violentes ont opposé la population des villes aussi ouvrières que Canton, Changaï ou Tien-Sin contre les jeunes mobilisés par Mao. Dans de nombreux centres industriels, ces bagarres se sont transformées en de véritables batailles rangées entre groupes ouvriers organisés et les gardes rouges, soutenus parfois par la police et l'armée.

Cette mobilisation a fait son œuvre. La classe ouvrière a été mise au pas, les organismes locaux du parti épurés et restructurés, place nette faite. Les gardes rouges petits bourgeois pouvaient être dès lors démobilisés.

Au demeurant, c'est là que résident sans doute les raisons de la destruction partielle de certaines structures du parti au cours de la révolution culturelle. Les origines démocratiques et populaires du régime de Mao font que le P.C. Chinois est sans doute un de ceux parmi ses semblables qui a les pratiques et les mœurs les plus démocratiques. Cette relative tradition démocratique au sein du parti a fait que certaines revendications ouvrières, et plus tard, la résistance aux agissements des gardes rouges ont pu s'exprimer, du moins partiellement, à travers les structures locales des organisations citadines du P.C.C. En brisant ces organisations, Mao n'a pas coupé l'herbe sous ses propres pieds, comme certains ont pu l'écrire à l'époque, bien au contraire, il les avait détruites parce qu'elle servaient de cadre à la résistance ouvrière.

Mais pour accomplir cette gigantesque mise au pas de la population citadine, les organes traditionnels de l'Etat auraient d'autant moins suffi que l'assise populaire large du régime lui avait permis jusqu'ici de se dispenser d'un appareil répressif spécialisé lourd. Il était donc obligé de confier certaines tâches répressives de l'Etat à une mobilisation populaire d'éléments petits bourgeois et en même temps, il pouvait se permettre de le faire.

Après le déferlement des gardes rouges, l'appareil d'Etat traditionnel, avec comme ossature essentielle l'armée, reprend la totalité de ses prérogatives répressives.

Le congrès est destiné à fermer une parenthèse de trois ans et à marquer le retour à l'ordre, à un ordre où le rôle de l'armée sera accru.

des mines du Japon à celles du Mexique

PLUS de 300 morts, tel serait le chiffre des victimes de la catastrophe minière qui se produisit, à la suite d'un coup de grisou, lundi 31 mars, à Barroteran au Mexique.

Trois jours plus tôt, huit autres mineurs mexicains périssaient sous des tonnes de terre et de pierres dans une fosse près de Monterrey.

Le 2 avril, c'était quatorze travailleurs de la même corporation qui furent tués au Japon.

La semaine dernière, à Laforest dans le Nord, cinq mineurs trouvaient la mort dans la cage d'un puits intérieur.

nelle qui détient le record de la mortalité par accident. Cependant, il en va de même dans l'ensemble du monde du travail où, en France par exemple, il y a plus d'un mort par heure travaillée.

Chaque jour, la classe ouvrière, partout sur la terre, voit tomber des centaines des siens pour que le capital puisse continuer à vivre et à exploiter.

Et pourtant, tous nos intellectuels bien-pensants, de la droite au P.C.F., prêchent la résignation aux travailleurs au nom du bain de sang inutile que serait la révolution.

Seulement, depuis le temps que les ouvriers crèvent pour le profit capitaliste, à combien se monte le nombre des victimes ?

A Barroteran, au Mexique, des sauveteurs attendent à l'entrée de la mine que les poches de gaz puissent être nettoyées (U.P.I.)

Affaissements des toits, locos qui déraillent, cages d'ascenseurs qui s'écrasent après une chute libre, gaillettes qui se détachent et broient tout sur leur passage, coup de grisou..., les accidents sont variés.

La presse ne rapporte que les drames, mais c'est journellement que des mineurs laissent leur vie. Et les catastrophes minières, si horribles soient-elles, ne font jamais que fournir aux statistiques une ration un peu plus élevée d'ouvriers morts pour que sorte le charbon, pour que prospère le capital.

Certes, la mine a, avec le bâtiment, le triste privilège d'être l'activité profession-

Si la classe ouvrière engageait la lutte pour sa libération, le prix qu'elle aurait payé ne serait finalement pas plus élevé que celui qu'elle paye tous les jours, dans tous les Barroteran et tous les Gardane du monde.

Le dire, et le proclamer, ce n'est pas être un « assoiffé de sang », c'est bien au contraire la seule façon d'être vraiment humanitaire. Et ce sont au contraire ceux qui taisent cela, les « pacifiques », les « non-violents », qui se font les complices de la pérennité de ce système qui sacrifie des milliers d'ouvriers sur le front du travail pour le profit de quelques-uns.

POUR PROTESTER CONTRE LA REPRESSION

les étudiants éthiopiens de Paris occupent l'ambassade

A la fin du mois de février, les étudiants de toutes les écoles supérieures et secondaires d'Addis-Abeba et des autres villes d'Ethiopie ont manifesté contre la nomination du nouveau ministre de l'Education Nationale, contre l'insuffisance du budget de ce ministère et pour une réforme de l'enseignement.

Le gouvernement a décidé alors la fermeture de l'université et de toutes les écoles secondaires du 3 au 10 mars, et a fait arrêter et emprisonner de nombreux étudiants.

Lors de la réouverture de l'université et des écoles la majorité des étudiants n'ont pas repris les cours pour marquer encore plus leur mécontentement et exiger la libération de leurs camarades.

C'est alors que le jeudi 20 mars l'empereur Haïlé Sélassié a annoncé que « les jeunes éthiopiens qui avaient participé aux incidents de l'université d'Addis-Abeba, il y a trois semaines, comparaîtraient devant le tribunal ».

De ce fait les étudiants éthiopiens d'Europe et des Etats-Unis ont manifesté leur soutien à la lutte de leurs camarades d'Ethiopie par l'occupation des ambassades de certaines capitales.

Le 28 mars l'ambassade d'Ethiopie à Paris a été occupée par les étudiants éthiopiens. De même des occupations d'ambassades ont eu lieu du 27 au 29 mars à Stockholm, Washington et Moscou.

Les revendications des étudiants éthiopiens en ce qui concerne l'enseignement sont justifiées : l'Ethiopie, « empire monarchique de droit divin », est un pays de 22 millions d'habitants où 96 % environ de la population est analphabète.

En une quarantaine d'années le gouvernement de Haïlé Sélassié qui s'appuie sur les féodaux et l'impérialisme américain n'a jamais pu résoudre les problèmes économiques et sociaux et pas davantage les problèmes de l'éducation donc l'alphabétisation.

Il préfère réprimer comme il vient de le faire une fois de plus ces derniers jours lors d'une manifestation à Addis Abéba, au cours de laquelle il y a eu un mort parmi les étudiants.

LA GANGRENE

Voici maintenant le tract-pétition qu'ont eu entre les mains les habitants de Villeneuve-Saint-Georges (municipalité dite de gauche) :

PETITION DES HABITANTS DE VILLENEUVE-TRIAGE CONTRE L'IMPLANTATION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT POUR TRAVAILLEURS ETRANGERS EN TRANSIT

S'associant aux vœux formulés par le Conseil municipal de Villeneuve Saint-Georges, dans sa séance du 11 mars 1969, un Comité de Défense s'est spontanément créé à la Mairie-Annexe de Triage, le dimanche 16 mars 1969.

Etaient présents à cette séance :

- *M. MESSORI, maire-adjoint.*
- *Les Combattants, prisonniers de guerre de Villeneuve-Triage : MM. Laye et Coulmier.*
- *L'Amicale « Les Iles » : M. LAVADOUX, président ; MM. GOUCHON, AUDIFREN, VILIAUME, membres du bureau.*
- *M. RIGAUDIE : station-service.*
- *L'Association des Parents d'Elèves de Triage : M. GUENARD.*
- *L'Association des Parents d'Elèves du C.E.S. Jules-Ferry de Villeneuve-Saint-Georges : M. TONNELLIER vice-président, M. POITREAU, secrétaire.*
- *Ets DUPERREY : M. TONNELLIER.*
- *M. VILLAUME : inspecteur-navigation en ce qui concerne le chemin de halage, les ouvrages et adjonctions concernant le domaine public fluvial.*
- *Tous les propriétaires et locataires des rues riveraines.*

La population triageoise et en particulier les mères de famille se sont émues devant l'implantation dans notre quartier d'un tel centre, généralement composé d'éléments qui, les expériences passées tant ici qu'ailleurs le prouvent, n'apporteraient que malpropreté, crainte, voire insécurité.

En conséquence, nous vous demandons de réserver le meilleur accueil aux personnes qui vous demanderont de signer la pétition qui vous sera présentée.

Les éléments qui ont inspiré cette pétition n'ont certainement pas été au bout de leur pensée. Car, ces « étrangers », on en a quand même besoin pour faire marcher « *notre* » économie.

Alors puisqu'il faut bien les laisser passer, le conseil municipal aurait dû proposer de les parquer dans des camps de concentration de transit avec fils de fer barbelés et miradors.

Et il ne resterait qu'à nommer tous les honorables membres du Comité de défense : SS « Tête de mort » d'honneur !

LIVRE :

Le procès des guadeloupéens

LE 19 février 1968 s'ouvrait devant la Cour de Sûreté de l'Etat le procès de 18 Guadeloupéens accusés d'atteinte à l'intégrité du territoire français du fait de leur appartenance ou sympathie pour le G.O.N.G. (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe).

Les dix jours d'audience de ce procès qui allait se transformer en celui du régime colonial sont fidèlement restitués dans un livre que vient d'éditer le Comité Guadeloupéen d'Aide et de Soutien aux détenus.

Fin mai 67, à Pointe-à-Pitre, le service d'ordre tirait sur une manifestation des travailleurs du bâtiment en grève. Après trois jours de combats on dénombrait plusieurs dizaines de morts Guadeloupéens (officiellement il n'en sera avoué que 7), des centaines de blessés... les prisons furent remplies.

Ce ne furent pas les tueurs de l'impérialisme qui passèrent en jugement, ni ceux qui leur en donnèrent l'ordre, ni les responsables du système colonial, mais des militants, un journaliste, un avocat, revendiquant la libération de leur pays. Certains des prévenus se trouvaient en France... à 7.000 km du théâtre des incidents.

Le procès allait se terminer par des peines de prison avec sursis pour 6 prévenus et par l'acquittement pour tous les autres, démontrant par ce fait le vide du dossier.

Mais les accusés se firent accusateurs, et chacun à partir de son expérience personnelle témoigna contre la situation coloniale imposée à leur pays, contre l'« assimilation » de 1946 qui érigea la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane en « département d'Outre-Mer », où les lois sociales ne sont pas appliquées, où la corruption et la fraude électorale s'étalent au grand jour, où la police a la gachette facile lors des grèves et des manifestations, où le système colonial se perpétue sous son visage traditionnel.

Ce livre est rempli de tels témoignages et leur somme forme un dossier accablant.

Les accusés revendiquent tous la liberté pour leur pays. Une longue polémique se déroule autour de la valeur juridique des mots « autonomie » et « indépendance » et sur les articles de la Constitution. Dans leur plaidoiries les avocats démontrent que les faits sont plus forts que les textes, et qu'il y a des précédents, ...de l'Algérie au « Québec Libre ». Maître Courrégé comparant ce procès à celui des parlementaires malgaches en 1948 déclare : « Depuis plus de 20 ans que ces procès ébranlent la France... il faut bien le dire, l'accusation les a tous perdus, ...elle a perdu les procès des parlementaires malgaches, elle a perdu les procès d'Indochine, elle a perdu le procès d'Henri Martin... Et tous les procès qui ont été faits aux Algériens... ».

Ce livre est à lire, car c'est un témoignage de militants sur les conditions qui sont faites à leur peuple. On oublie trop souvent que l'impérialisme français a encore des colonies.

Disons seulement à ces militants que l'indépendance n'est qu'une étape, elle ne résoud rien par elle-même.

Makouké, accusé d'être un des principaux responsables du GONG en France déclarait : « Nous disons qu'il est possible d'arrêter aujourd'hui même toute violence. »

« ...il est possible d'effacer ce sous-développement ».

« ...et pour cela nous disons qu'il faudrait que le gouvernement français accepte : 1) le droit de notre peuple à l'autodétermination ; 2) d'aider notre peuple à ériger un Etat guadeloupéen... »

Quel Etat guadeloupéen le gouvernement français actuel pourrait-il aider à ériger ? Sûrement pas un Etat qui soit réellement l'expression des masses populaires, sûrement pas un Etat « socialiste » dont pourtant se revendique le GONG.

Le socialisme il faut le préparer dès maintenant, il faut organiser la classe ouvrière pour qu'elle ne se contente pas de l'indépendance en changeant seulement la couleur de ses exploiteurs et qu'elle soit en mesure d'exercer efficacement son propre pouvoir.

Dans le cadre des grands procès de l'histoire de la Décolonisation, vient de paraître sous l'égide du « COGASOD » :

LE PROCES DES GUADELOUPEENS - Prix : 15 F

Ecrire COGASOD

85, rue Beaubourg - PARIS-3e

O.N.I.A. (Toulouse)

Deux accidents graves

LE 13 mars, à 11 h 45, une formidable explosion retentissait à l'ONIA. Le réfrigérant de l'unité 3 de synthèse ammoniaque venait d'exploser. Une importante quantité d'hydrogène, compressée à 330 kg/cm2, prenait feu instantanément et endommageait les trois unités de fabrication. Il y eut douze blessés légers parmi des travailleurs qui ne se trouvaient pas très loin et qui furent projetés à terre et à moitié déshabillés par le souffle de l'explosion. Mais il faut dire que 20 minutes auparavant, 30 ouvriers de l'équipe d'entretien K.Y. se trouvaient sur les lieux mêmes de l'accident. Toutes les fabrications étaient aussitôt arrêtées.

Tandis que de nombreux travailleurs se précipitaient pour porter secours aux blessés, certains chefaillons, que le sort des camarades blessés ni les convenances les plus élémentaires ne semblaient guère préoccuper, se mirent à grommeler que s'il n'y avait pas eu le 11 mars, cela ne serait pas arrivé : comme si l'arrêt de l'usine le 11 mars avait pu, en quoi que ce soit, influer sur l'accident.

La direction elle, se montra d'ailleurs plus discrète. Il faut dire que le réfrigérant n'était là que depuis 6 mois et avait, paraît-il, été expérimenté aux mines de potasse de Lorraine. Elle déclara aussitôt que c'était un accident purement technique et qu'on ne pouvait incriminer personne. C'était bien le moins !

Actuellement, les travailleurs de l'ONIA se demandent qui va payer la note. (Il y a 500 millions d'A.F. de dégâts sans compter la perte de production d'ammoniaque). C'est en effet une tradition à l'ONIA de faire payer aux travailleurs les frais des accidents de ce genre, en supprimant, tant que la production n'a pas repris sa marche normale, la prime de production qui représente 10 % du salaire. Or l'explosion du 13 mars a réduit de près de moitié la prodution d'ammoniaque, et cette situation peut durer plus d'un mois.

Les accidents sont fréquents à l'ONIA. Quelques jours après cette explosion, un travailleur était grièvement brûlé aux bras et aux jambes par une solution de nitrate d'ammoniaque à une température de 150 °C. Son état extrêmement grave a nécessité son transfert par avion à l'hôpital des grands brûlés de Lyon. Et comble d'ironie, la direction est en train d'essayer de lui faire endosser la responsabilité de l'accident.

L'unité des révolutionnaires

MEETING de "ROUGE" et "LUTTE OUVRIÈRE" le 25 AVRIL à PARIS

LUTTE OUVRIERE et ROUGE organisent en commun, vendredi 25 avril, un meeting dans la grande salle de la Mutualité à Paris sur le thème « l'épisode du référendum et les tâches des révolutionaires ». Cette nouvelle réunion, en ce qui nous concerne tout au moins, s'inscrit évidemment dans la campagne que nous menons, depuis la naissance de notre journal en juillet de l'année dernière, en faveur de l'unité des révolutionaires de ce pays. Elle fait suite à celle du 31 janvier organisée par les deux tendances dans la même salle de la Mutualité sur le thème « construire le parti révolutionnaire » et qui avait réuni environ 4.500 participants.

Certes, l'unité des différentes tendances révolutionnaires de ce pays ne progresse pas aussi vite que nous le souhaiterions. Nous sommes même toujours les seuls, ou peu s'en faut, à en défendre la nécessité. Car si l'extrême-gauche se gargarise volontiers avec les événements de mai 1968, elle n'en a tiré ni la véritable leçon, ni les conséquences, ni la conscience des responsabilités qui lui incombent. Comme quoi il ne suffit pas d'insister sur les fonctions théoriques ou politiques d'une organisation pour qu'elle les remplisse.

L'argument essentiel qu'on nous oppose reste toujours le même. Les différentes tendances d'extrême-gauche ne peuvent s'unir dans une seule et même organisation car elles n'ont pas de programme commun. C'est encore le fond de la réponse que « Rouge » vient de faire dans son dernier numéro (n° 15 en date du 2 avril) à un article que nous lui avions d'ailleurs adressé il y a quatre semaines.

Et chacun d'énumérer longuement tous les sujets de désaccords de l'extrême-gauche. Comme la liste est longue (nous le savons tous), le petit exercice peut être renouvelé et varié. Cela ne lui confère pourtant pas plus de sérieux pour cela.

Passons sur le fait que ceux qui adoptent l'attitude la plus sectaire sont en général ceux qui dans la pratique manifestent le plus grand opportunisme vis-à-vis des organisations réformistes de tous poils. Ainsi les militants de la tendance « Informations Ouvrières » n'ont pas de mots assez durs lorsqu'il s'agit de stigmatiser les autres tendances révolutionnaires, et l'unité avec elles est pour eux quelque chose d'impensable. Cela n'empêche pas les mêmes militants de cautionner la politique de Bergeron au dernier congrès de F.O. Ceux qui, sous prétexte de défendre la pureté de leur programme, refusent de se mêler aux autres tendances révolutionnaires n'hésitent pas à donner leurs voix à la bureaucratie certainement la plus réactionnaire et la plus corrompue du mouvement syndical français. De toute évidence, le sectarisme d'une telle tendance a pour seule fonction, ici, de mettre ses propres militants hors de portée des critiques qui peuvent lui être adressées.

Mais laissons de côté pour l'instant ceux dont la principale préoccupation semble d'éviter une confrontation loyale et efficace devant l'ensemble du mouvement et des militants révolutionnaires.

Nous n'avons pas de programme, nous répète-t-on. La preuve ? Face au dernier conflit sino-soviétique, certains révolutionnaires apportent leur soutien à la Chine, d'autres à l'U.R.S.S., d'autres encore les renvoient dos à dos. La preuve encore ? Face au référendum gaulliste, certains préconisent le « non », d'autres l'abstention.

Et chacun d'ironiser lourdement. Quel exemple, camarades, donnerait une organisation révolutionnaire qui se trouverait ainsi divisée entre des tendances de cette sorte sur ces problèmes ? Cela ne pourrait, n'est-ce pas, qu'écœurer définitivement les travailleurs qui auraient été tentés de lui faire confiance ! Bien sûr, en restant dans leur petite chapelle, le problème d'éviter l'écœurement des travailleurs ne se pose guère à ces camarades. On n'écœure pas des gens qui ne vous regardent pas. Mais c'est là une curieuse manière de résoudre le problème.

Nous pensons, pour notre part, qu'il est absolument faux que le fait que nous soyons divisés sur des problèmes comme le conflit sino-soviétique ou même le référendum soit une entrave à notre unité. Surtout du point de vue des travailleurs.

Ceux d'entre eux qui nous font confiance ou regardent de notre côté supporteraient fort bien, nous n'en doutons pas, l'expression de ces divergences dans un même organe de presse ou à une même tribune. Et, pour notre part, nous n'aurions vu aucun inconvénient à ce que participent à notre meeting commun du 25 avril les camarades d'« Informations Ouvrières » qui tiendront une réunion publique, le même jour, dans une salle du premier étage de la Mutualité pendant que « Rouge » et « Lutte Ouvrière » occuperont, sur le même sujet, le référendum, la grande salle du rez-de-chaussée.

Ces camarades recommandent de voter « non » deux jours plus tard, alors que nous-mêmes nous déclarons pour l'abstention ? Et bien, ce serait tout simplement l'occasion de s'expliquer sur la question devant les militants et sympathisants favorables aux deux tendances. Et le visage que nous donnerions ainsi de la démocratie révolutionnaire serait, croyons-nous, bien loin d'écœurer les travailleurs. Tout au contraire. Si tant d'entre eux, dont bon nombre peuvent regarder maintenant vers les « gauchistes », sont éloignés de l'activité politique ou syndicale, c'est justement parce qu'ils ne peuvent supporter le poids des appareils bureaucratiques et l'étouffement par ceux-ci de l'expression de toute divergence et de toute liberté dans les rangs de la classe ouvrière.

Le souci du moral des travailleurs cache bien mal, là encore, d'autres préoccupations beaucoup moins louables. Et il ne cache pas du tout en tous cas une méconnaissance profonde des préoccupations et des problèmes de ces mêmes travailleurs.

Car ce qui est déterminant, pour les travailleurs « gauchistes » comme pour l'ensemble de la classe ouvrière, ce n'est, quoique certains révolutionnaires puissent en penser, ni le conflit sino-soviétique ni le référendum. Ces problèmes — dont nous ne nions nullement l'importance et dont nous savons que, pour le premier tout au moins, ils peuvent un jour être déterminants pour l'avenir de la révolution — sont, même si on peut le déplorer, les problèmes des militants révolutionnaires uniquement, et qui en conséquence peuvent être parfaitement discutés à l'intérieur d'une même organisation.

Ce qui est déterminant pour les travailleurs, ce sont les luttes qu'ils mènent et l'intervention éventuelle des révolutionnaires dans ces luttes. Bien plus que le conflit sino-soviétique, bien plus même que le référendum, les questions essentielles de ces dernières semaines ont été la grève générale du 11 mars ou encore celle des cheminots du réseau sud-ouest par exemple.

Et la vraie question pour les révolutionnaires est de savoir si dans ces luttes réelles de la classe ouvrière nous avions oui ou non un « programme » commun, c'est-à-dire une possibilité d'intervenir ensemble pour aider les travailleurs en lutte, donner des objectifs, tracer des perspectives.

Encore une fois, nous pensons que oui. La division de l'extrême-gauche a empêché cette intervention commune. Son unité la permettrait dans l'avenir sur des problèmes semblables qui ne manqueront pas de se poser et qui se posent d'ailleurs à tout instant.

C'est pour cela et dans cette perspective que le refus de cette unité nous apparaît bien de plus en plus comme un nouveau prétexte pour tourner le dos à la lutte de classe, celle que mènent quotidiennement les travailleurs sur le lieu de leur entreprise, dans leur quartier et même à l'intérieur de leurs organisations traditionnelles syndicales ou politiques.

L'acceptation par « Rouge » de notre proposition d'un nouveau meeting commun nous permet tout de même d'espérer que les militants d'autres tendances — même si leurs paroles ne sont pas parfaitement en accord avec leurs actes — sont également sensibles aux nécessités du mouvement ouvrier révolutionnaire. La participation au meeting du 31 janvier avait prouvé que les sympathisants « gauchistes » le sont, eux, incontestablement. C'est aussi ce que leur participation à celui du 25 avril doit rappeler.

OFFENSIVE PATRONALE

contre les ouvriers gauchistes avec la bénédiction des appareils syndicaux

DEPUIS quelque temps, nos correspondances d'entreprises font état de plus en plus fréquemment de licenciements visant les militants « gauchistes » ou réputés tels.

Ce mouvement n'a encore rien d'un raz-de-marée, mais il indique cependant la volonté du patronat de se débarrasser de façon directe ou indirecte de ceux qui, à l'entreprise, le gênent. La Direction procède rarement à des licenciements ouverts sans motif — ce fut le cas cependant à Carbone Lorraine, il y a deux semaines. Le plus souvent, elle commence par sanctionner l'ouvrier sous des raisons diverses : abandon de poste, manque de production, trop de pièces coulées, retard dans les temps, etc. et à la deuxième « infraction » c'est la porte.

De tout temps le patronat s'est employé à éliminer de ses entreprises les militants ouvriers syndicalistes ou politiques dont l'activité était par définition une contestation de son autorité.

Les grands syndicats dits aujourd'hui représentatifs à l'échelle nationale et siègeant comme tels dans les nombreux organismes paritaires officiels, durent avant d'être reconnus comme interlocuteurs valables, subir pendant de longues années « la chasse aux militants ».

Aujourd'hui encore bien des entreprises, surtout les petites, refusent d'admettre le fait syndical et s'opposent par tous les moyens à l'existence et au fonctionnement d'une section syndicale.

Mais le grand patronat, lui, a compris en juin 1936 et a légalisé à la libération le rôle et l'importance des syndicats reconnus et « officialisés ». Il s'est aperçu qu'il avait besoin d'interlocuteurs compétents jouissant de la confiance des ouvriers et capables de se faire entendre des travailleurs en colère. Il s'est aperçu que la police est impuissante à faire reprendre le travail quand les ouvriers occupent l'usine et qu'il lui fallait donc des intermédiaires plus subtils. Contre les grèves sauvages, spontanées, qu'elles soient « bon enfant » ou violentes, il fallait renoncer à la force et recourir à la discussion. Certes, pour contrôler tout le mouvement ouvrier, canaliser ses forces et ses impulsions dans les chemins légaux et indolores pour le patronat, il fallait payer le prix.

Il fallait tolérer l'existence des syndicats et même leur faciliter la tâche, il fallait créer des organismes paritaires où ils auraient leur place, il fallait dégager des postes et des heures pour assurer le fonctionnement de ce corps intermédiaire indispensable entre le patronat et les travailleurs.

Aujourd'hui, dans les entreprises de quelque importance, à de rares exceptions près (Citroën, etc.), il existe toute une série de réglements qui protègent le fonctionnement du syndicat et garantissent dans une certaine mesure les militants contre le risque d'un licenciement arbitraire. Nous ne citerons qu'un exemple : la direction ne peut licencier un délégué du personnel ou du C.E. ou tout autre forme de représentant syndical ou ouvrier qu'après en avoir avisé le C.E. et avec son accord, en cas de contestation le problème est posé devant l'inspecteur du travail et au-delà devant les tribunaux de Prud'hommes etc. Cela n'empêche pas les patrons de licencier quand même des délégués quand ils y tiennent absolument, mais c'est cependant une protection suffisante le plus souvent car les patrons hésitent à recourir à cette juridiction longue et compliquée.

La récente loi sur la section syndicale d'entreprise augmente le nombre d'heures, de moyens et de protection légales mis à la disposition des militants syndicaux.

A côté des délégués du personnel et du C.E. existent maintenant des représentants syndicaux et des délégués syndicaux. Evidemment toute cette machine est entourée de limitations et de restrictions, mais elle constitue un arsenal juridique qui assure, quand les patrons jouent le jeu, une protection non négligeable.

Encore faut-il préciser que cette protection et ses avantages sont consentis aux seuls syndicats représentatifs ou reconnus par le patron. Ce qui dans 99 % des cas élimine les « gauchistes » qu'ils soient syndiqués ou non.

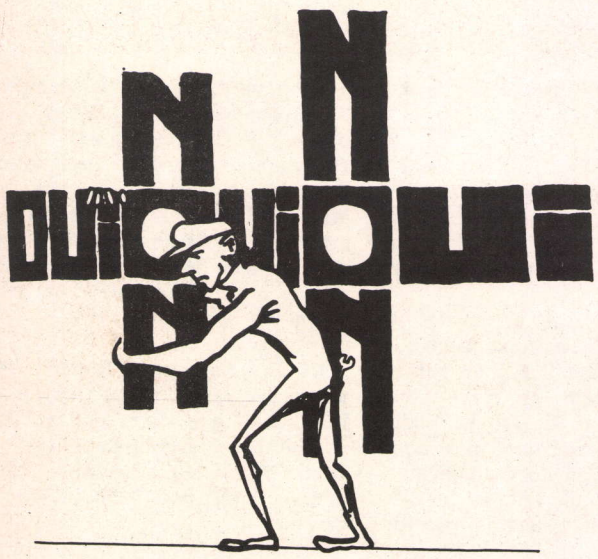
En effet pour obtenir ces heures et cette protection, il faut d'abord être « présenté » par le syndicat, recevoir sa caution officielle.

Or la tactique actuelle de la C.G.T. est d'exclure et d'isoler les « gauchistes ». La circulaire de Léon Mauvais précise cette orientation, aucun « gauchiste » ne doit être présenté sur les listes de délégués, aucun gauchiste ne doit pouvoir assurer de poste quelconque dans le syndicat et surtout pas les postes protégés.

C'est ce qui explique la facilité avec laquelle le patronat peut aujourd'hui entreprendre l'épuration qu'il juge nécessaire. Et dans bien des cas, c'est après que la C.G.T. se soit, par tract public, désolidarisée de certaines brebis galeuses, c'est-à-dire gauchistes que, dans les semaines qui suivent, la Direction sanctionne et licencie ceux-là même que le syndicat dénonce ou rejette. Tout se passe comme si une collusion de fait s'était établie entre les patrons d'une part et la C.G.T. de l'autre visant à assurer une élimination qui arrange l'une et les autres.

Cette attitude n'a rien qui puisse surprendre. De tout temps la C.G.T. a violemment combattu les révolutionnaires à l'usine : intimidation, calomnie, dénonciations et parfois coups ont été employés contre certains d'entre eux bien avant mai. Quant au patronat, s'il est prêt à payer le prix pour avoir des intermédiaires efficaces entre les ouvriers et lui, pour avoir des gens « responsables » capables de contenir la colère des ouvriers et de faire reprendre le travail sur les miettes de Grenelle, il est, à plus forte raison, tout à fait décidé à éliminer les trouble-fêtes, les militants révolutionnaires.

Les militants gauchistes doivent plus que jamais essayer de se protéger syndicalement, malgré Léon Mauvais, à la C.G.T. quand c'est possible, ailleurs quand cela ne l'est plus, en faisant appel à la solidarité de leurs camarades de travail, et de tous ceux qui en mai furent au premier rang de la lutte. Les révolutionnaires ne doivent pas être éliminés des entreprises. Pour cela, il leur faut s'unir, au moins sur ce terrain.



REFÉRENDUM : Tous dans le bain

CHAQUE électeur va recevoir à domicile les 68 articles du projet de loi soumis à référendum, agrémentés d'une déclaration de de Gaulle. Il y aurait de quoi distraire les longues soirées d'hiver si nous n'étions au printemps.

Mais ce qui est beaucoup plus drôle, c'est de voir la gauche s'agiter, se démener, se pâmer, pousser les hauts-cris, user du trémolo, de la vertueuse indignation démocratique, du couplet patriotique et républicain. Qu'il est beau Deferre, tonnant contre de Gaulle, du haut de la tribune de l'Assemblée au nom du règlement et brandissant d'une main vengeresse (c'est moins lourd qu'un pavé), l'article 89 de la constitution. Qu'ils sont émouvants les députés du P.C.F. s'alarmant des dangers que courent les « principes républicains ».

Qu'espèrent-ils donc ? Faire assez de vent pour obtenir 50 % de « Non » ? Il faudrait qu'ils en fassent vraiment beaucoup, vue la façon dont le jeu est truqué. Et ils le savent que le jeu est truqué, et ils le disent. Alors peut-être attendent-ils un miracle ? Que le Non soit majoritaire et que de Gaulle parte ? Ont-ils donc la mémoire si courte qu'ils ne se rappellent pas que de Gaulle ne s'est pas retiré quand il a été mis en ballotage en 1965, et que, la seule période de la Ve où de Gaulle ait été à deux doigts de se retirer, était précisément une époque de lutte non-électorale. Ils sont si peu sûrs du Non qu'ils n'ont rien prévu en cas de victoire.

De Gaulle a besoin d'un nouveau bain de légitimité et la gauche lui tendra la serviette.

Cela n'est qu'un nouvel acte de la comédie législative et parlementaire qui se joue sous la Ve République, que toute la gauche accepte, comme elle accepte le capitalisme.

20ème anniversaire du Pacte Atlantique

UNE certaine « Association française pour la Communauté Atlantique » anime actuellement, à grands frais, à l'occasion du vingtième anniversaire du pacte du même nom, une vaste campagne publicitaire, dans la presse et sur les ondes, en faveur du renouvellement de celui-ci.

Voilà cependant des frais que les promoteurs de cette opération auraient pu s'épargner, car il est plus que douteux que de Gaulle profite de cette occasion pour ne pas renouveler la signature française au bas du Pacte Atlantique.

Les nouvelles amours... (A.F.P.)

Ce geste, il l'aurait peut-être fait, et il aurait bien été, en tout cas, dans la ligne de sa politique, si cet anniversaire était survenu un an ou deux plus tôt, mais aujourd'hui, il ne saurait en être question. Et cela, non pas pour des raisons de politique internationale, à cause d'un bilan des tensions et des détentes plus ou moins bénéficiaire, ou déficitaire, mais essentiellement pour des raisons de politique intérieure.

La grandeur française ne consiste plus, aujourd'hui, à afficher des velléités d'indépendance, à multiplier les coups d'épingle à l'oncle Sam, mais au contraire à comptabiliser les sourires, les compliments et les gestes de complaisance de celui-ci.

On l'a vu, tout récemment, lors de l'enterrement d'Eisenhower. Celui-ci a en effet poussé le sens politique jusqu'à quitter ce monde au moment précis où ses obsèques pouvaient le mieux servir à illustrer ce que la grande presse appelle sérieusement « la réconciliation franco-américaine ». Et le régime n'a pas manqué de monter en épingle, à cette occasion, comme il l'avait fait quelques semaines plus tôt, lors de la visite du président des U.S.A. en Europe, chaque sourire, chaque minute d'entretien, chaque geste de Nixon.

Bien des raisons sont évoquées pour expliquer ce changement d'attitude : des « affinités » existeraient, nous dit-on entre les deux hommes, un climat de compréhension se serait établi, plus même, et du coup ce n'est pas de Gaulle qui s'alignerait sur l'atlantisme, mais Nixon qui serait gaulliste — « ma grandeur » n'a pas pour autant désarmé — Nixon serait resté reconnaissant au président de la République française de la considération qu'il lui aurait manifesté à l'époque où il n'était que l'éternel second de la vie politique américaine.

Mais en réalité, le seul événement qui explique ce revirement politique, c'est mai 1968.

L'anti - américanisme de de Gaulle, même si ce n'était qu'un anti-américanisme de façade, était payant certes, mais seulement vis-à-vis de la gauche. Il contribuait au contraire à effaroucher une partie de la droite, et cela avait été bien visible lors des élections présidentielles de 1965, lorsque le succès, relatif mais imprévu, remporté par « l'atlantique » Lecanuet, avait mis le général-président en ballotage.

Cependant, depuis mai, le centre de gravité du bonapartisme gaulliste s'est déplacé. Il n'est plus question aujourd'hui d'effrayer une certaine droite par un anti-américanisme déplacé, et de Gaulle a au contraire besoin des sourires de Nixon comme caution personnelle.

Tant pis, au besoin, pour le rapprochement franco-soviétique. Ce sera la « punition » du P.C.F. pour n'avoir pas su épargner mai au régime.

En fait, tout cela est bien superficiel, et se situe uniquement au niveau des questions de prestige. Dénonciation ou renouvellement du Pacte Atlantique ne changeraient rien à la position de l'impérialisme français en cas de conflit mondial. On ne peut pas imaginer une guerre opposant les U.S.A. à l'U.R.S.S. dans laquelle des pays occidentaux resteraient neutres, ni concevoir une intervention armée de l'U.R.S.S. en Europe occidentale bénéficiant de la neutralité américaine, sous prétexte de non-signature de traité d'alliance.

Et pour le moment, il n'est pas non plus question de revenir en arrière. Le désengagement de l'armée française de l'OTAN, pendant de la politique de force de frappe nationale, n'est remis en cause par personne, et ne le sera sans doute pas.

Mais, quoi qu'il en soit, la nouvelle attitude française en ce qui concerne les questions atlantiques est bien significative de la fragilité d'un régime, qui n'était fort que des illusions qu'il entretenait, et qui ne s'est pas remis des secousses de mai.

Le temps des insolences anti-américaines est révolu. Bon gré, mal gré, le petit féodal ombrageux, jaloux de son indépendance, est devenu un courtisan.

Dans l'enseignement technique

LA VRAIE POLITIQUE DE DIVISION

JEUDI 27 mars avait lieu le congrès départemental 94, des professeurs C.G.T. de C.E.T.

Le rapport moral sur l'orientation des dirigeants de la C.G.T. en 1968 fut adopté par 24 voix pour, 7 contre et 7 abstentions.

Les longs plaidoyers se gardèrent d'expliquer les disparitions à éclipses du mot d'ordre de l'Echelle mobile. On évita aussi soigneusement de répondre à la question suivante : « Pourquoi Séguy et Cie ont-ils brisé une si vaste grève pour courir à des élections truquées ? Pourquoi n'a-t-il pas, au moins, mis dans la balance le poids de la force gréviste pour exiger un minimum de garanties de déroulement démocratique des élections, le droit de vote pour les jeunes, etc. »

Mais c'est sur un point particulier que le congrès s'anima le plus.

Un délégué proposa la motion suivante :

« Le congrès départemental de la CGT (SNETP) demande la titularisation des maîtres auxiliaires ayant accompli deux ans dans l'emploi.

« Toutes les questions concernant les qualités pédagogiques, le niveau de culture, etc., sont du ressort de l'administration qui porte seule la responsabilité du manque d'écoles spécialisées et de cours. Mais ces questions ne sauraient, en aucun cas, justifier plus longtemps la violation du principe « A travail égal, salaire égal ».

Ce fut un déchaînement de la part de deux dirigeants syndicaux. L'un n'hésita pas à dire faussement qu'il y a toujours eu des concours.

La pire fut P. Cavalier du bureau national qui, visiblement, considère que les maîtres auxiliaires ne méritent pas le même salaire que les autres. Elle admet fort bien que les maîtres auxiliaires soient à égalité de responsabilité avec leurs collègues pendant vingt-neuf jours du mois... mais pas le jour de la paie. Bien entendu, tout cela est enrobé dans des mots pompeux sur la pédagogie et dans une confiture paternaliste garantissant qu'on arrachera pour les maîtres auxiliaires des conditions correctes de concours... à Pâques ou à la Trinité.

Derrière tout cela, il y a la farouche volonté de défendre une scandaleuse hiérarchie des salaires. Après de longues diatribes, il fallut pourtant soumettre la motion au vote. Elle recueillit 14 voix pour, 15 voix contre et 7 abstentions. Le bureau national avait eu un petit peu chaud.

Notons que tous les M.A. présents ont voté la motion. Cela nous explique mieux pourquoi la direction actuelle de la CGT, qui voit d'un bon œil des réunions particulières de directeurs ou d'inspecteurs syndiqués, ne tient pas du tout à une assemblée parisienne de tous les M.A.

C'est justement dans ce sens que nous devons lutter car nous ne pouvons absolument pas compter sur ceux qui se font les champions de l'aristocratie ouvrière.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Maisons des jeunes et de la culture

COMITI LIQUIDE

LES suppressions de subventions aux Maisons de jeunes et de la culture condamnent celles-ci à une mort certaine à plus ou moins brève échéance.

Ainsi on assiste à la fin d'une expérience, menée ou plus précisément récupérée par le régime, et qui se voulait à la fois capable de remplir une mission d'éducation populaire et d'occupation des loisirs de la jeunesse.

Sur ce plan, l'expérience avait partiellement échoué, étant donné les conditions d'enseignements, de formation professionnelle et de travail, seule une minorité, surtout des lycéens et non pas une majorité de jeunes travailleurs fréquentaient les maisons de jeunes, souvent d'ailleurs sous-équipées et construites en fonction d'impératifs électoraux et publicitaires. De plus, en même temps, on écartait systématiquement les mouvements de jeunesse susceptibles d'apporter une quelconque politisation, c'est-à-dire proposer aux jeunes de réfléchir sur leur situation, leur avenir et la société.

Mais au mois de mai, on a vu les maisons de jeunes occupées, les jeunes étudiants, lycéens et travailleurs s'y réunir pour discuter et agir contre le régime.

La réaction n'a pas tardé, nombre de M.J.C. ont été fermées ou se sont vues retirer les autorisations et les fonds nécessaires à leur fonctionnement : l'exemple de Caen est significatif à cet égard — on a transformé la M.J.C. en théâtre municipal dans la municipalité U.D.R.

Aussi M. Comiti liquide (étant donné que partout où les jeunes peuvent se réunir et discuter, des foyers de contestation apparaissaient) les M.J.C. qui, jusqu'ici, avaient été présentées comme le résultat de l'effort que faisait ce régime pour la jeunesse.

C'est encore une mesure répressive de plus que prend le pouvoir gaulliste qui prend peur dès que la jeunesse, ou même une fraction d'entre elle, prend conscience de la réalité de la société où elle vit, prise de conscience qui ne peut être que défavorable au régime.

Comiti à Angers

A propos de Comiti, nous publions ci-dessous la lettre d'un lecteur d'Angers relatant l'accueil que le ministre de la Jeunesse reçut dans cette ville, il y a quelques semaines, à l'occasion d'une inauguration.

La venue à Angers du ministre de la Jeunesse (sic) pour inaugurer une piscine, le dimanche 16 mars, a failli être calme. Mais bien qu'aucun syndicat, aucun parti ou organisation n'ait appelé à manifester, quelques jeunes décidèrent spontanément, le dimanche midi de tenter « quelque chose ».

Quelques-uns, présents à la piscine, interrompirent à maintes reprises, le discours du ministricule, aux cris de « fascistes », « les barbouzes go home », « Marcellin - Comiti : un même combat », etc.

A l'arrivée du cortège à la mairie, envahie par les forces de l'ordre, quelques-uns, embusqués dans un café voisin, surgirent et, face à la voiture du ministre, l'interpellèrent. La réponse ne vint pas du ministre mais des policiers, et deux camarades furent brutalement emmenés au commissariat pour examen de situation, alors qu'une dizaine était contrôlés sur place. Une foule, attirée par cette chasse à l'homme se rassemble, marquant sa désapprobation devant ce spectacle, hélas habituel. Un dialogue s'établit alors entre manifestants et spectateurs sur le thème de la pseudo-participation et la volonté de dialogue du ministre, dit de la Jeunesse, qui se réduisait au grand jour à un dialogue à matraques.

A la sortie de la mairie, le ministre, salué par des cris hostiles passa devant les manifestants au garde-à-vous, saluant à l'hitlérienne. Ils furent dispersés, mais une nouvelle intervention eut lieu sur le quai de la gare. Un jeune, alors que le train s'ébranlait, fendant le cordon de police, s'élança et interppella Comiti au cri de : « Monsieur le Ministre, la jeunesse vous dit merde », alors que des slogans contre le régime s'élevaient du quai. Trois manifestants, brutalement jetés à terre, furent emmenés dans une salle de la gare où l'on tenta en vain de persuader le responsable du quai de porter plainte... pour défaut de ticket de quai.

Devant le refus de ce dernier, la police embarqua les trois manifestants devant la foule des voyageurs qui, manifestement, désapprouvait l'intervention de la police. Une mini-manifestation s'organisa bien que rapidement dispersée. Conduits au commissariat, injuriés, frappé pour l'un, ces camarades restèrent gardés à vue 15 heures.

Notons que l'intervention du tribunal d'Angers, le 22 janvier dernier, à l'occasion du procès des camarades accusés d'insultes à l'armée fut payante, puisque policiers et autres mercenaires ont reculés cette fois-ci, ne retenant contre les trois camarades que le grief de « tapage injurieux » et non comme promis « d'injures à forces de l'ordre » ou « injures à ministre ».

à CEGEDUR (Castelsarrazin)

APRES la Première Guerre mondiale, l'usine CEGEDUR (1.200 ouvriers), à Castelsarrazin (Tarn) avait fait construire des bâtiments « provisoires » pour loger des ouvriers étrangers qui venaient travailler à l'usine.

Par la suite, ce provisoire s'est éternisé.

Aujourd'hui, deux cents familles environ logent dans ces bâtiments que les ouvriers ont l'habitude de surnommer les « baraques ». Ce n'est pas là un abus de terme pour des habitations sans salle d'eau, avec des W.C. communs, des poubelles sans couvercle que l'on vient vider... une fois par semaine.

Depuis quelque temps, la direction de CEGEDUR ne prend plus en charge l'électricité, l'entretien général (peintures). Le loyer tourne autour de 25 F par mois (augmenté de 10 F après mai).

Mais CEGEDUR a décidé de s'agrandir en construisant un atelier de laminage, et pour cela il faut du terrain et c'est ainsi qu'une centaine de familles sont menacées d'expulsion, par décision d'un patron de droit divin.

La direction prend ses précautions, les départs sont organisés petit à petit, famille par famille. Les premières ont la chance d'être relogées. Quant aux autres (la grande majorité) elles attendent depuis plus de trois mois le sort qui leur sera réservé, et en attendant certaines familles ont déjà préparé leurs bagages sans savoir quand elles devront partir, ni où elles pourront aller.

La direction, pour le moment, n'a trouvé qu'un palliatif : reloger les travailleurs dans des H.L.M. inhabltés car inhabitables (ni vitres, ni portes...) depuis deux ans, et cela pour 250 à 500 F par mois !

L'Aérodrome et les affaires...

LE district de Paris et l'aéroport de Paris ont établi depuis près d'un an un projet d'installation d'un aérodrome d'affaires à Chavenay, près des Clayes-sous-Bois (Yvelines), et surtout près des zones industrielles des environs de Versailles avec la C.I.I., Intertechnique, Bertin, Matra, etc.

Ce projet intéresse donc particulièrement les chefs d'entreprises, les directeurs de tous poils de ces entreprises, dont les voyages et les banquets sont les principaux outils de travail pour traiter leurs affaires.

Les localités de la région, Les Clayes, Trappes, Saint-Cyr-Plaisir, sont des villes-dortoirs et les municipalités y sont pour la plupart entre les mains du P.C.F. Ces municipalités ont entamé depuis quelques temps une campagne de protestation contre l'installation de l'aérodrome proche de zones urbaines en extension. La population est sensibilisée par ce problème puisqu'une campagne de pétitions a, paraît-il, recueilli 100.000 signatures.

Mais quels moyens entendent employer les municipalités? Elles ont constitué une association de défense (ADERAC) qui multiplie affiches, tracts, pour mobiliser la population sur des délégations d'autorités (conseillers municipaux, généraux, etc.) auprès des pouvoirs publics. Dernièrement, les autorités ont menacé de démissionner en bloc si le projet était retenu.

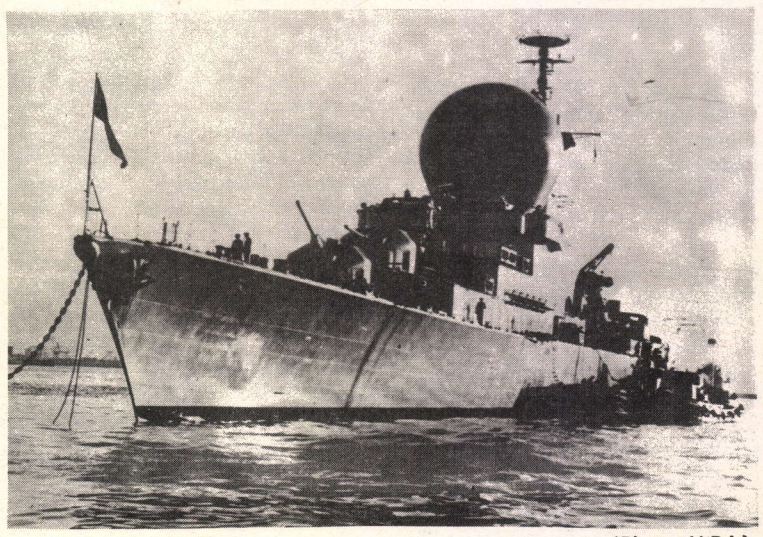
Pour la population, des défilés sont organisés, c'est ainsi qu'on a pu voir, il y a une quinzaine de jours, un cortège d'une centaine de voitures klaxonnant à travers les rues de Versailles, Bois-d'Arcy, etc..., le tout avec des petits ballons et des motards faisant la circulation.

La municipalité des Clayes a même organisé une manifestation de rue...

De toutes façons, les pouvoirs publics ne peuvent plus dire qu'ils ignorent l'opposition de la population à un projet aussi contraire à ses intérêts.

Lettre d'un lecteur

Contestation dans la Marine Nationale



Le « Suffren » (Photo U.P.I.)

LE 13 février, le « Suffren » ainsi que cinq autres navires de la marine nationale, arrivent en escale à Santa Cruz de Ténérife (Iles Canaries).

Sur le « Suffren », la vieille discipline de la marine est appliquée par le capitaine d'armes, flic du bord, et pèse sur l'équipage. Les gradés du bord souffrent sans doute du complexe militaire, et manifestent, à tout propos et hors de propos, une autorité contre laquelle nous ne pouvons, ni n'avons le droit de nous défendre. Depuis le début de cette croisière de propagande à l'étranger, cela ne fait que s'accroître. Et lorsque pour sortir à Santa Cruz nous devons passer deux inspections de tenue comme des mal propres, c'en est trop. Après de nombreuses discussions, une consigne de « grève des permissionnaires » fut lancée. Le mot va de porte d'équipage en porte d'équipage, passé par des intermédiaires discrets.

Le 15 février, à 8 h 15, seule une douzaine de permissionnaires sont à l'appel sur 255 membres d'équipage.

La réaction ne tarde pas sous forme d'enquête du capitaine d'armes et menaces de l'officier de détails. Mais le coup est marqué. Les résultats n'ont pas été négligeables. D'une part la discipline est revenue à une limite plus juste, d'autre part nous avons prouvé que nous pouvions lutter sans qu'il soit question de mutinerie ou de refus d'ordre.

Mais le plus important est sans doute l'esprit de coopération qui existe désormais parmi les membres de l'équipage.

A l'Urbaine et la Seine

GRÈVE PARTIELLE

Quand la direction se fait l'avocat du syndicalisme

LE lundi 17 mars, six employés des services « guichetiers règlements » avaient essayé une fois de plus de présenter leurs revendications à la direction. Ils étaient mécontents de l'insuffisance de leurs salaires et des disparités de ces salaires à qualification égale. Le chef de service ayant mis à la porte de son bureau la personne envoyée par les guichetiers, ceux-ci montent aux « Accidents Voitures Paris » et avec les employés de ces services votent, à l'unanimité, la grève jusqu'à satisfaction pour le mardi matin.

Les grévistes commencent par établir un cahier de revendications, demandant entre autre :

— Une augmentation générale de 100 F.
— L'unification des salaires sur les hauts (à travail égal, salaire égal).
— Le paiement des jours de grève.
— L'amélioration des conditions de travail.

Ils exposent les points de ce cahier de revendications et les raisons de leur grève au cours d'une assemblée du personnel. La plupart des employés réunis — environ 800 — accueillent avec sympathie cette action partie de la base et l'intervention d'un employé en grève, expliquant que les grévistes entendent bien garder la direction de leur mouvement, est vivement applaudie.

Plusieurs réunions de ce genre et une information fréquente du personnel amènent bientôt d'autres services à se joindre à la grève. Cependant le mouvement est limité et le vendredi 21 mars, les grévistes sont 80. Dans la semaine, un comité de grève est élu, composé de deux ou trois représentants des grévistes par service et chargé de les représenter auprès de la direction. Le comité de grève s'attire bien vite les foudres de la direction et de la... C.G.T. La direction commence par refuser tout net de discuter avec le comité de grève. Elle n'entend recevoir que des délégués du personnel. Dans une note de service, la direction va prendre la défense des délégués contre le comité de grève et insinuer, en passant, que cette grève est menée par des irresponsables et des aventuriers.

« ...La direction ne peut admettre, à propos de chaque revendication, que les élus réguliers du personnel soient dessaisis de leur fonction légale au profit de petits comités de grève improvisés. Ce serait fausser le jeu normal des droits des autres membres du personnel, qui continuent à travailler dans l'ordre, et qui, eux aussi (souligné par nous), peuvent avoir des revendications légitimes à faire valoir selon une procédure régulière. Ce serait introduire le désordre dans l'exercice des droits syndicaux, tels qu'ils ont été institués par la loi. »

Notons en passant que la direction reconnaît implicitement la légitimité de nos revendications !

Cette note, si elle fut désavouée par les sections C.F.D.T. et F.O. de l'entreprise qui soutiennent la grève, remplit d'aise sans doute la C.G.T. qui, dès le début, s'éleva contre le comité de grève dont elle affirmait que c'était la négation du syndicalisme. Autres « griefs », la C.G.T. se plaint amèrement de ne pas avoir été avertie avant que ne débute la grève.

Depuis, la C.G.T. fait tout pour briser l'action, passant dans les services pour démoraliser les employés et calomnier les grévistes, acceptant d'être reçue par la direction pour négocier au nom des grévistes contre leur volonté alors que cette même direction refuse de recevoir le comité de grève. Cette attitude lui attire non seulement l'indignation des grévistes mais aussi d'une grande partie du personnel qui n'apprécie pas son rôle de briseur de grève. Au cours d'une assemblée du personnel, les représentants de la C.G.T. ne purent prendre la parole que sous les huées des employés et grâce à l'intervention insistante d'un délégué C.F.D.T. Une représentante syndicale expliqua que sa section ne désaprouvait pas les revendications des grévistes mais la forme de l'action, ce qui fut copieusement sifflé. Un autre cégétiste avoua que sa section avait eu trop de mal à obtenir un « fauteuil » face à la direction, pour risquer de le perdre en s'associant à un tel mouvement.

Au début de la deuxième semaine de grève, la C.G.T., inquiète d'une baisse de popularité dans l'entreprise — les élections des délégués du personnel étaient fixées pour le jeudi suivant — essaye de prendre le train en marche, mais aucun gréviste ne lui fait confiance.

Pendant ce temps, la direction ayant trouvé un appui dans la C.G.T., continue ses manœuvres. Une quinzaine de services ayant déposé des cahiers de revendications, sans toutefois cesser le travail, la direction décide de les recevoir avant les grévistes tentant ainsi d'isoler ces derniers du restant de leurs camarades et d'empêcher que la grève ne s'étende.

A la troisième semaine de grève, le mouvement est toujours limité à quatre-vingts employés. Malgré les efforts du comité de grève, et en dépit de la sympathie rencontrée dans l'entreprise, il ne s'est pas étendu à l'ensemble du personnel, et l'attitude de la C.G.T. n'est sans doute pas étrangère à cela.

La lutte continue donc dans des conditions difficiles, mais la soudaine attention portée par la direction aux cahiers de revendications des services non grévistes est à mettre à l'actif des grévistes.

● Grève de l'E.D.F.

Le patronat s'arroge le droit de lock-outer les ouvriers du secteur privé

LES grèves tournantes par région de l'E.G.F., la semaine dernière, se sont traduites par des coupures de courant de une à trois heures. Dans nombre d'entreprises les patrons avaient pris les devants, et par l'annonce de lock-out au moment des coupures, ont tout fait pour essayer de rendre impopulaires les mouvements des travailleurs de l'E.G.F. Rien d'étonnant à cela, la tactique n'est ni plus ni moins la même que celle employée lorsque les travailleurs d'un atelier débrayent et que les patrons privent les ouvriers de l'usine tout entière de leur salaire. Ce fut le cas de Renault au Mans ou de Peugeot à Sochaux, pour citer deux exemples récents.

Le patronat qui contraint des travailleurs à faire grève en refusant leurs revendications les plus élémentaires, est toujours prompt à vouloir en faire supporter les conséquences à d'autres travailleurs. Mais de quel droit se permettent-ils de débaucher pour une heure ou deux des ouvriers qui sont présents à l'usine ?

Entre ouvriers et patrons, dans cette société, il y a un contrat : l'ouvrier fournit la force de travail, le patron les moyens de production : machines et matières premières. Les ouvriers ont rempli leur contrat en venant à l'usine mettre leurs bras à la disposition du patron. Si le patron n'est pas capable d'utiliser cette force de travail tout au long de la journée, il doit la payer intégralement quand même, sinon c'est lui qui rompt le contrat. L'ouvrier est obligé de se plier à l'horaire de l'atelier, il ne peut au milieu de la journée, quitte à renoncer à son salaire, se croiser les bras pour une heure ou deux sous peine d'être pénalisé, voire renvoyé. Pourquoi le patron aurait-il le droit une fois l'horaire établi, de rompre le contrat sans qu'il lui en coûte rien ?

Si de payer les heures non travaillées à cause du manque de courant leur occasionne une perte, que les patrons en demandent raison au patron de l'E.G.F., l'Etat. Ils ont d'ailleurs les moyens de se faire entendre auprès de lui. La preuve, c'est qu'ils payent l'électricité à un tarif bien en-dessous de son prix de revient, et que la dernière hausse de 4,8 % du prix du kilowatt/heure haute tension n'a pas été appliquée à certains gros utilisateurs.

L'Etat patron fait des cadeaux aux industriels mais refuse la satisfaction des revendications des ouvriers de l'E.G.F. Les industriels qui en sont les bénéficiaires invoquent leur prétendue non-responsabilité pour faire retomber sur les travailleurs du secteur public le prix des grèves.

Mais leurs raisons ne sont pas les nôtres. A nous de les leur faire entendre.

● A la S.I.F.A.-Diamant

Une semaine de grève à l'entretien

ALORS qu'au niveau de l'usine régnait une très vive agitation, les ouvriers de l'Entretien (une centaine) se réunissaient mardi 18 mars dans leur atelier central et décidaient de se mettre en grève sur un problème particulier : il s'agissait d'un réajustement du taux horaire qui, au lieu d'être basé sur le coefficient 100 l'était sur 140, ce qui équivalait à une perte de 6 % environ.

Il faut bien dire qu'une bonne partie de l'Entretien ne s'intéressait guère qu'à son problème, ignorant le reste de l'usine. Or dans l'usine, le mouvement retombait bien vite, les actions particulières de la Fabrication tournaient à la complète déconfiture, des sanctions tombaient.

Pendant ce temps, l'Entretien continuait sa grève. Mais la perturbation qu'elle provoquait sur la marche de l'entreprise était minime, et la direction, par principe, se refusait à céder. Pourtant, ce n'est pas faute de résolution si la grève n'a pas abouti, les ouvriers se sont occupés de leur mouvement. Mais, malheureusement, seuls, ils avaient peu de chance de vaincre. Et c'est finalement une semaine après que la grève se termina sur la promesse de promotions.

Les camarades de l'Entretien de la SIFA ont cru que s'ils ne s'intéressaient qu'à eux et à leur propres revendications, ils pourraient faire céder le patron, l'expérience vient de prouver que c'était une erreur. Dorénavant, il faudra savoir que si la lutte peut payer, ce n'est qu'au niveau de l'ensemble de l'usine.

● Les délégués de laboratoire à la S.I.F.A.-Diamant

DEPUIS la grève de mai, il y a un petit vent de rebellion qui souffle dans les labos de la SIFA. Cela s'est manifesté lors des divers débrayages qui eurent lieu après le 12 février.

Aussi le chef de département des labos de contrôle, qui sont directement liés à la production, a décidé d'offrir un cadre qui permette aux techniciens d'exprimer leurs desideratas.

Chaque labo doit élire des délégués qui régulièrement se réuniront avec le chef de département.

Si personne ne peut être contre cette représentativité démocratique, il est certain que ce qu'ont derrière la tête les responsables est beaucoup moins honnête. En fait, ils espèrent en parlant entre « collaborateurs » faire en sorte que les conditions de travail n'apparaissent que comme des « malentendus » ; le but recherché étant évidemment de tenter d'émousser la combativité des labos par la « discussion ».

C'est un des moyens utilisé par la maîtrise pour essayer de se faire admettre en « douceur ».

Mais pas plus celui-là que son opposé la trique, ne peut supprimer l'antagonisme de classe et il appartiendra aux techniciennes de labos de savoir si elles feront de leurs délégués des porte-paroles des mots ronflants de directeur, ou si, au contraire, ces délégués sauront faire sentir la volonté de changement dans les conditions de travail, surtout pour mettre fin aux cadences imposées dans les contrôles.

L'échelle mobile aes salaires

Un moyen de se défendre, mais aussi un moyen d'attaquer

LE Conseil économique et social a adressé une étude au gouvernement concernant l'indexation des salaires sur le coût de la vie.
A la suite de ce rapport, les commentaires vont bon train. Mais du côté patronat et gouvernement personne ne s'en réclame.

En France, l'échelle mobile a été accordée par M. Antoine Pinay en 1952. Mais il s'agissait seulement de l'échelle mobile du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) auquel les salaires réels ne sont pas rattachés.

Le rapport du Conseil économique fait état, à titre de comparaison, de pays où les salaires sont liés à des clauses d'échelles mobiles et d'autres où la notion d'indexation des salaires sur le coût de la vie n'est pas admise. Le rapporteur, M. Milhau, remarque que dans des pays comme l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas, malgré l'absence de clauses d'échelle mobile, la progression du pouvoir d'achat des salariés est relativement rapide. Dans ces pays, il y a malgré tout des clauses de garantie des salaires les plus bas. Mais au lieu que cette garantie soit établie à l'échelon national elle fait l'objet d'accords dans le cadre de conventions collectives. En Italie et en Belgique, par contre, la plupart des conventions comportent des clauses contractuelles d'échelle mobile. Les résultats sont, nous dit le rapport, assez paradoxaux. En Belgique, les prix ont, paraît-il, le moins augmenté mais le pouvoir d'achat a aussi moins progressé.

M. Antoine Pinay déclarait, en 1952, pour justifier l'application de l'échelle mobile que d'ailleurs il limitait au SMIG : « Puisque nous préconisons la stabilité, nous n'avons rien à redouter de l'échelle mobile ; elle sert de garde-fou au gouvernement, elle donne une garantie aux salariés. » Aujourd'hui, M. Couve de Murville refuse systématiquement l'échelle mobile : « Aux employés, aux salariés, je demande de comprendre qu'il faut refuser de s'engager dans le cycle infernal des prix et des salaires. » Si, en 1952, M. Pinay pouvait donner au gouvernement le garde-fou d'une échelle mobile limitée au SMIG, en 1969, M. Couve de Murville sait très bien que son gouvernement en étendant l'échelle mobile aux salaires réels risquerait de se trouver dans l'incapacité de contrôler les salaires parce qu'il est incapable de contrôler les prix. En 1952, M. Pinay faisait la tenative de freiner sinon de stopper l'inflation galopante des années d'après-guerre. Aujourd'hui, l'inflation, n'atteint pas le degré des années 1944-1952, mais elle a tendance à se développer.

Les économistes bourgeois font observer que l'échelle mobile des salaires n'est qu'un moyen de défense des salaires et **Le Monde** n'hésite pas à titrer qu'elle n'est revendiquée que là où les syndicats sont faibles et divisés. Les journalistes et hommes politiques de la bourgeoisie ne savent mesurer le rapport de forces entre les classes qu'au travers de leurs organisations. Il est vrai que **l'échelle mobile des salaires** est une mesure défensive des salariés face à l'inflation ou à la mesure de l'inflation. Ce n'est pas la panacée universelle. Là où les syndicats sont forts ou plutôt quand le rapport de forces entre la classe ouvrière et le patronat est en faveur des travailleurs, ceux-ci imposent des conditions de salaires convenables même sans clause écrite sur l'échelle mobile. Mais imposer légalement l'échelle mobile apporte une garantie supplémentaire qui prolonge la période où les travailleurs sont en force pour imposer des salaires convenables, et surtout généraliser la garantie des salaires à des couches plus défavorisées qui peuvent ainsi en profiter et cesser de faire une pression négative sur l'ensemble des salaires.

Après le rapport du Conseil économique, le patronat n'est pas disposé à accorder l'échelle mobile des salaires. Néanmoins, il n'y est pas absolument hostile. Entre accorder une certaine indexation des salaires sur le coût de la vie en y mettant tous les freins juridiques possibles et subir, même avec du retard, une échelle mobile imposée dans les faits par les luttes sociales, le choix du patronat n'est pas entièrement fait. Il dépendra en définitive des capacités de lutte de la classe ouvrière.

Si le patronat se trouvait contraint, sous la pression des luttes sociales, d'accorder une échelle mobile des salaires en essayant d'en faire un garde-fou à la lutte revendicative, cela ne signifierait pas que les travailleurs auraient obtenu une garantie définitive au maintien de leurs salaires en face de la hausse des prix.

Les salaires des travailleurs ne peuvent pas être entièrement garantis par un système d'échelle mobile.

Ce que doivent viser les travailleurs, au travers de la lutte pour l'échelle mobile, c'est le maintien de leur pouvoir d'achat malgré d'inflation.

L'Usine nouvelle écrit à ce propos : « Il est clair que si tout le monde veut se garantir, personne ne l'est plus. » Il est clair, ajouterons-nous, que si les capitalistes veulent garantir leurs profits en augmentant leurs prix, les travailleurs, s'ils ne veulent pas être les seules victimes de la hausse des prix doivent imposer l'indexation de leurs salaires sur les prix.

Le but de la lutte pour l'échelle mobile des salaires c'est d'interdire que les difficultés des capitalistes soient payées par les travailleurs. Comme les difficultés des capitalistes sont inhérentes au système capitaliste, imposer le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs c'est condamner le système capitaliste.

L'échelle mobile des salaires **intégrale** est impossible en régime capitaliste. C'est pourquoi lutter pour l'échelle mobile des salaires, avec tout ce que cela comporte de lutte et d'organisation de la part de la classe ouvrière, c'est lutter pour la destruction de la société capitaliste.

« Ce n'est pas la marchandise qui manque. »

(UPI)

Un lecteur nous écrit

A ELF-RE APRÈS LE 11 MARS, PAR OÙ CONTINUER ?

A ELF-RE, dans la luxueuse caserne de la rue Nélaton, a longtemps régné une grande indifférence du personnel vis-à-vis de l'action syndicale. Les torts étaient sans doute partagés.

Les syndicats épris de participation (le « marais » dans le jargon de la maison), c'est-à-dire C.G.C., F.O. et C.F.T.C. qui recueillent 65 % des suffrages aux élections professionnelles ont toujours eu une activité de diversion vis-à-vis des vrais problèmes : leur champ d'action préféré est le Comité d'Entreprise où l'on s'informe et l'on discute entre initiés. Leur activité a toujours été accordée en priorité aux cadres. Bref, technocratie et, souvent, arrivisme.

Du côté de l' « opposition » (C.G.T. et C.F.D.T.), on s'est longtemps demandé pourquoi le contact ne s'établissait pas avec le personnel. Diable, on voulait leur bien à ces gens-là, on travaillait pour eux et eux fuyaient les réunions, boudaient les panneaux d'affichage ! Une conclusion se faisait parfois entendre : tout compte fait, ce genre de salariés, bien payés, n'a pas de grands problèmes et ça lui donne une mentalité de veaux...

Qui sont donc les agents d'Elf-RE ? Beaucoup d'ingénieurs : 55 % du personnel masculin ; 15 % de femmes dont la plupart n'ont « aucune qualification » comme on dit gentiment au service du personnel. Parmi les cadres à forte échelle, un pourcentage élevé de retraités dont l'Etat a imposé le recasement : anciens officiers (généraux, colonels, amiraux), anciens inspecteurs de police et même anciens ministres ! Ces données sociales expliquent les illusions que certains ont eu pendant longtemps de pouvoir obtenir des avantages par la voie de négociations bien polies et bien respectueuses. Aussi ceux qui parlaient de modifier le rapport de forces en faisant intervenir collectivement le personnel dans la lutte syndicale ont-ils été traités jusqu'à maintenant de farfelus et d'irréalistes.

La journée d'action du 11 mars a permis un virage sérieux. Non pas encore sur le plan de l'action puisque Elf-RE n'a pas fait grève à Paris. Mais deux heures d'assemblée générale sur le temps de travail avec 300 à 400 participants ont permis d'établir ce fameux contact, si longtemps recherché : les revendications précises et, certaines, urgentes, étaient définies entre syndicats et personnel :

— Revalorisation des plus bas salaires et augmentation (non hiérarchisée) qui tiennent compte de l'augmentation du coût de la vie ;

— Alignement des congés E.T.A.M. (24 jours) sur ceux des cadres (30 jours) ;

— Contrôle syndical sur les mutations de personnel en province (Boussens) ;

— Annulation de la notation pour 1968 ;

— Arrêt définitif de l'embauche de « gros retraités », etc.

Ce contact oral, qui n'avait plus été possible à cette échelle depuis mai 68, a permis au personnel de juger les équipes syndicales à leur programme et à leurs hommes : les bureaucrates soucieux de leur poste à côté des syndicalistes résolus...

Aujourd'hui, les affiches de couleur, au feutre, fleurissent sur les panneaux syndicaux et, ô miracle, sont lues attentivement ! L'intérêt se maintient donc.

Mais par où continuer ?

Face à l'intransigeance patronale qui se manifeste dans tous les domaines (salaires, problèmes féminins, expatriation, enterrement délibéré des résultats des commissions de la table ronde de mai 68), de nouvelles forces doivent être trouvées et mises en mouvement pour obtenir des succès. Or le personnel n'a pas encore compris qu'il devait renforcer les syndicats qui ont maintenant sa confiance à l'entreprise. Les syndicats devront donc poursuivre leur effort de persuasion. Une ouverture sur l'extérieur est indispensable pour montrer au personnel la simultanéité de ses luttes avec celles des autres travailleurs, tout particulièrement ceux du secteur pétrolier (les raffineries, Antar-Donges par exemple, la S.N.P.A., etc.). Il faut combattre l'état d'esprit entretenu par C.G.C. et consorts et mettre à l'ordre du jour la solidarité des salariés ; combattre les complexes ridicules de certains ETAM vis-à-vis des ingénieurs ; combattre un certain sectarisme des syndiqués C.G.T. à l'égard des militants de la C.F.D.T. (et inversement).

Nul doute que les premières manifestations du personnel ne soient suivies d'affrontements plus sérieux engendrés par l'arbitraire et l'intransigeance patronale. C.G.T. et C.F.D.T. doivent maintenant y préparer le personnel. Le succès de leurs revendications est à ce prix.

THOMSON (Bagneux)

LA RECTIFICATION DES CADRES

LES événements de mai-juin ont désorienté beaucoup de cadres de la Thomson. Sans aller jusqu'à se mouiller en se déclarant grévistes beaucoup ont profité des événements pour dire ce qu'ils avaient sur le cœur « en commission de travail » durant cette grève.

Pour les remettre sur le bon chemin, le directeur de la Thomson Gennevilliers des bâtiments G2, G3 a fait circuler un texte d'une dizaine de pages. Voici une tentative de résumé de ce recueil assez original qui a le modeste titre de « quelques réflexions sur la civilisation industrielle et l'épanouissement de l'homme ».

« ...En tant que cadres, vous ne pouvez pas vous laissez entraîner vers de telles duperies (le socialisme) ni, étant conscients des manœuvres qui se déroulent autour de vous, vous replier sur votre travail quotidien et vous croire quitte à l'égard de vous et à l'égard des autres. »

Mais tout de suite après, le texte a un ton bon prince : « Il est nécessaire d'abord de bien voir clair... ; c'est à cela que je voudrais essayer de vous aider aujourd'hui... »

Puis une longue dissertation sur les avantages du capitalisme et les méfaits du socialisme étatique (l'U.R.S.S. étant la référence au socialisme). En passant, il jette un cri d'alarme « le progrès des sciences et des techniques, la recherche immédiate, ou la promesse, du bien-être matériel envisagé comme biens spécifiques ont fait reléguer au second plan les valeurs de l'esprit et c'est de cela que risque de mourir notre civilisation par suppression des véritables raisons de vivre ».

Puis il part sur le moteur de l'histoire qui n'est pas, selon lui, la classe ouvrière, mais « la nature des choses qui dans la réalité de chaque jour.. porte en elle-même toute l'humanité sans acceptation de classes, de milieux, de mouvements, de personnes et peut par-là satisfaire la justice ». Une définition, comme on le voit, très claire et qui a le mérite de ne rien éclaicir.

Après ce charabia de philosophie scolaire mal digérée, il donne sa solution : la participation, le dialogue. Tout le monde peut dialoguer, peut participer sauf en ce qui concerne sa fonction de directeur et les problèmes de gestion qui sont réservés à l'élite « aux gens doués ».

« Considérer qu'on pourrait y suffire par des comités ou des conseils élus reviendrait à dire encore une fois que le nombre supplée à la valeur. L'anarcho-syndicalisme des communes ou des usines autogérées n'a jamais conduit qu'au désordre à la faillite et à l'oppression des droits individuels. »

Pour terminer, il lance un appel aux cadres pour faire... des heures supplémentaires : « C'est notre fonction (former des hommes et non, bien sûr, les exploiter - N.D.R.L.), c'est votre fonction de cadres responsables dans l'entreprise... et hors de l'entreprise, car on n'est pas cadres de 8 h à 18 h et citoyens irresponsables ensuite. »

Si les cadres le prenaient au mot et s'occupaient réellement de leur condition de salariés, ils comprendraient vite que leur sort est lié à celui des autres salariés et qu'ils n'ont rien à faire dans le camp du patron. Dans ce cas, on peut espérer que notre malheureux directeur s'en consolerait en se persuadant que c'est dans « la nature des choses ».

Courrier des lecteurs

Chers camarades,

Je suis depuis longtemps avec sympathie votre journal et vos efforts. J'apprécie votre courage, votre sérieux et votre loyauté. Mais je voudrais vous faire deux remarques qui sont liées.

D'abord, aucun effort n'apparaît dans votre journal pour poser les problèmes théoriques de la révolution socialiste. Se réclamer de Lénine et de Trotsky ce n'est pas répéter comme des perroquets ce qu'ils ont dit : du reste vous ne tombez pas dans ce travers. C'est utiliser comme eux la méthode marxiste d'analyse pour comprendre les ressorts de la société capitaliste de notre temps, l'évolution des classes sociales en lutte, la réalité des rapports de force, pour établir une stratégie révolutionnaire et construire une organisation capable de la traduire dans les faits. Aucune des révolutions anticapitalistes n'a suivi — même approximativement — le même schéma. Il n'existe pas de modèle tout fait. D'autant plus qu'aucune révolution ne s'est développée jusqu'ici dans un pays économiquement avancé. Il nous faut donc réfléchir aux voies du socialisme dans un pays avancé : c'est déjà ce que Trotsky avait entrepris avec nous, en élaborant le « programme de transition ». Mais depuis il s'est écoulé plus d'un tiers de siècle — gros de quelles expériences ! Or, à ma connaissance seul le P.S.U. s'efforce de poursuivre cette réflexion. Les thèses qu'il a discutées et provisoirement adoptées à son 6e congrès sont, certes, encore confuses sur bien des points. Mais elles ont le mérite de poser les problèmes. Comment se fait-il que non seulement vous ne les avez pas discutées mais que vous n'y ayez même pas fait allusion dans *Lutte Ouvrière* ? En fait je n'ai même pas vu dans *Lutte Ouvrière* un mot sur ce 6e congrès.

La deuxième remarque porte justement sur la construction du parti. Certains se croient investis par on ne sait quelle providence pour diriger la révolution. Pour ceux-là le problème est simple. Les autres sont des réformistes et des traitres. Le Parti ne peut se construire qu'autour d'eux. De là l'existence d'une dizaine de groupes se réclamant plus ou moins du trotskysme et celle d'une demi-douzaine de groupes se réclamant du maoisme. Ces groupes sont incapables de surmonter leur sectarisme.

Or, quand bien même l'un d'eux détiendrait la vérité (ce que je ne crois pas), un parti, c'est bien autre chose qu'une orientation juste. C'est une organisation suffisamment enracinée et représentative pour pouvoir effectivement aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir et à l'exercer. En 1938 le P.S.O.P. de Marceau Pivert se constituait : un petit parti de 5.000 à 6.000 militants, sans grande influence. C'était médiocre. Mais ces militants étaient ceux qui avaient appris quelque chose (pas toujours très bien) de l'expérience du Front Populaire. La minorité du Parti Ouvrier Internationaliste, dont j'étais, décida de rallier ce parti, persuadée que c'était une étape nécessaire pour construire un parti révolutionnaire. Nous étions soutenus à fond par Trotsky et l'Internationale, qui exclurent finalement les sectaires. Il faut dire que l'expérience n'a pas été concluante : la guerre et notre propre insuffisance nous ont vite ramenés à notre isolement. Mais l'idée en reste juste : le mouvement révolutionnaire ne peut se constituer que par l'expérience des courants réels de la classe ouvrière.

Aujourd'hui le P.S.U. est l'aboutissant d'une telle expérience. Il représente une fraction non négligeable du mouvement ouvrier et paysan ; il joue un rôle incontestable dans le pays. Depuis deux ans il s'oriente résolument à gauche. Comment *Lutte Ouvrière* peut-elle faire semblant d'ignorer son existence et ses discussions (à part quelques articles sur des situations locales) ?

Vous-mêmes vous avez compris qu'aucune des formations d'extrême-gauche ne peut prétendre regrouper les autres sur sa propre plateforme et qu'aucune plateforme commune ne peut être adoptée entre elles. Mais peut-on tirer de là la possibilité d'un cartel de ces organisations ? Attacher ensemble des barques de pêche, ça ne fait pas un cuirassé.

Ce qui est possible, c'est de construire ensemble un parti révolutionnaire permettant à chacun d'exprimer ses idées et au sein duquel se poursuivra la discussion. Le P.S.U. vous propose de discuter ses idées. Il a beaucoup à apprendre de vous, lui aussi ? Pourquoi ne pas engager le débat ?

Très fraternellement,

Yvan CRAIPEAU
Cagnes-sur-Mer

●

Notre correspondant pose deux problèmes, qui sont liés, dit-il à juste titre : l'élaboration théorique d'une part, la construction du Parti, de l'autre.

Nous ne répondrons pas au reproche d'ignorer le 6e congrès du P.S.U. Avant de nous faire ce reproche notre correspondant (qui nous écrit le 23 mars) aurait pu attendre un peu : nous avons fait plus que lui consacrer quelques lignes (notre numéro 36), nous y avons assisté et nous nous sommes adressés aux congressistes en des termes qu'on peut lire dans l'avant-dernier numéro de Tribune Socialiste.

Quant à ignorer le P.S.U. lui-même, nous ne le faisons pas plus. Nous n'ignorons pas — et nous l'avons écrit à plusieurs reprises — le rôle que les militants du P.S.U. ont joué en mai. Nous pensons que les militants du P.S.U. doivent participer au regroupement des « gauchistes » pour qu'un Parti révolutionnaire voit le jour en France dans un avenir proche.

C'est dire l'attention et l'intérêt que nous portons à l'évolution du P.S.U. depuis quelques mois.

Quand à « engager le débat », nous y sommes prêts, comme nous l'avons toujours été. La meilleure preuve que cela ne dépendait pas de nous, c'est qu'aujourd'hui, alors que le P.S.U. est prêt lui, à ce type de rapports, des contacts ont été noués dès la fin du 6e congrès.

Mais notre correspondant écrit : « attacher ensemble des barques de pêche, ça ne fait pas un cuirassé. Ce qui est possible c'est de construire ensemble un parti révolutionnaire... »

Qu'est-ce que cela veut dire ?

S'il est possible de « construire ensemble », c'est donc que faire œuvrer de conserve des barques de pêche est meilleur que de les laisser agir séparément même si la construction d'un cuirassé n'est pas à notre portée dans l'immédiat.

Mais, apparemment, pour notre correspondant, le P.S.U. est un tel cuirassé et ce qu'il nous offre par « construire ensemble », c'est tout simplement... d'entrer au P.S.U.

A notre avis le P.S.U. tel qu'il est, est tout aussi frappé de stérilité que les groupuscules, bien que peut-être pour des raisons inverses : les groupuscules ne sont pas assez « réalistes »... et le P.S.U. l'est trop !

La seule possibilité qui nous est offerte pour le moment c'est d'attacher ensemble nos barques de pêche dans un parti commun (qui ne serait pas le P.S.U.) et le P.S.U., ou tout au moins ceux de ses militants qui acceptent de se dire révolutionnaires, doit admettre qu'il est une barque comme les autres et non le vaisseau amiral.

C'est après, dans les luttes, auxquelles un tel parti pourra participer en y jouant un rôle et pas seulement en commentant le rôle des autres, qu'une direction, des cadres, pourront se tremper et se sélectionner et qu'un programme pourra s'élaborer.

Et cela nous ramène aux questions théoriques : le P.S.U. n'est pas le seul à se livrer à ce travail. Nous-mêmes (comme d'autres d'ailleurs) l'avons fait et le faisons dans la mesure de nos moyens. Nos efforts dans ce domaine n'apparaissent peut-être pas assez dans « Lutte Ouvrière », *c'est bien possible, mais disons quand même que notre journal tout entier est le fruit de ces efforts.*

Le « sérieux » que notre correspondant veut bien nous reconnaître n'est pas une qualité de caractère, c'est une méthode, nous l'appliquons à tout ce que nous faisons, et, bien entendu, nous commençons par l'analyse et le raisonnement.

Nous ne commentons pas ce que le P.S.U. écrit dans ce domaine parce que nous n'avons pas les moyens du P.S.U. et par conséquent pas les moyens d'en faire plus que lui, qui n'a jamais commenté ce que nous, nous avons pu écrire (nous ne le lui reprochons d'ailleurs pas).

Nous disons seulement que dans ce domaine comme dans bien d'autres, ce n'est pas obligatoirement celui qui a parlé en dernier qui a raison.

Au demeurant, nous sommes prêts à discuter de la construction du Parti avec qui, dans la gauche, le voudra. Nous l'avons dit dès notre premier numéro et nous avons même ouvert nos colonnes à tous sur ce terrain.

Nous saisissons ici l'occasion de le répéter et nous ajoutons que si une organisation comme « Rouge », *avec qui nous organisons un nouveau meeting ce mois-ci, adoptait une vue plus juste sur cette importante question nous serions à même d'entamer un regroupement à l'écart duquel la majeure partie des militants « gauchistes » du P.S.U. ne pourraient pas rester longtemps. Il suffit de venir jeter un coup d'œil à la Mutualité le 25 avril et, si cela ne dépend que de nous, le mois d'après et même le mois suivant !*

Un lecteur (L.M., de Gennevilliers) nous pose plusieurs questions auxquelles nous ne pouvons pas répondre, faute de place, dans ces colonnes.

Qu'il prenne contact avec nous, ou qu'il nous donne son adresse, et nous pourrons lui fournir la documentation qu'il souhaite.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous ne pouvons publier dans cette rubrique que les lettres portant nom et adresse de leur auteur.

Bien entendu, nous respecterons la volonté de ceux qui ne désirent pas voir publier ces indications.

Camarades,

Vous trouverez ci-joint le double d'un article donné hier soir au journal « Le Monde » en réponse à l'article de Maurice Duverger paru sur « Le Monde » daté du 27-3-1969 et intitulé : « La maladie infantile du gauchisme ». Je ne sais si cette réponse paraîtra, c'est pourquoi je tiens à vous la faire connaître.

Amicalement.

P.R. (Bois-Colombes).

●

Nous ne pensons pas que cette lettre paraisse, c'est pourquoi nous pensons utile de la publier.

●

J'ai été fort étonné de relever, dans le dernier article de Maurice Duverger, de nombreuses et grossières erreurs. Je n'ai pas le jugement assagi et au-dessus de la mêlée comme lui, mais je tiens cependant à lui répondre, et cela à plusieurs titres : en tant qu'enseignant et étudiant « gauchiste », en tant que membre récemment démissionnaire du P.S.U.

Toute la notion de gauchisme repose sur une confusion, volontairement entretenue dans la presse, tant bourgeoise que communiste : contestation = gauchisme = anarchie. Maurice Duverger, que je ne pense pas communiste a donc une conception bourgeoise du mouvement de mai et de ses conséquences, auquel il a assisté en spectateur. Qui songerait à le lui reprocher ? Ce qui est plus grave, c'est qu'il note un recul d'ensemble des gauchistes, alors que la plupart des « groupuscules » d'avant mai ont considérablement accru leur audience, alors que de plus en plus nombreux sont les militants qui travaillent à la construction d'un parti marxiste révolutionnaire, à la gauche du P.C.F... Certes, le Mouvement du 22 mars n'existe plus, les spontanéistes de toutes sortes perdent pied, mais comment dire la même chose des groupes trotskystes ou maoïstes ? Depuis mai, la société capitaliste qui se sait en crise — elle semblait l'ignorer jusqu'alors et l'ignorerait encore sans les gauchistes — multiplie dans sa presse les oraisons et incantations rassurantes : le gauchisme se meurt, car le peuple de France ne veut pas le désordre, il rouspète mais ne veut pas de révolution. Faut-il rappeler qu'une révolution socialiste n'est pas le désordre, mais l'instauration d'un autre ordre ?

En fait qu'est-ce que le gauchisme ? En premier lieu, il ne faut pas oublier que le terme est vieux de cinquante ans, et qu'il désignait, sous les plumes marxistes-léninistes de l'époque, une conception « ultra-gauche » de la révolution qui ne pouvait pas — par définition — entraîner les masses ; or, le mouvement de contestation parti de Nanterre bien avant mai, *a entraîné les masses*, ce n'était donc pas du gauchisme, mais l'expression — malheureusement non-voulue, non-préparée — d'une véritable avant-garde révolutionnaire qu'il reste à organiser. Comme nous n'avons les moyens techniques de détruire les contre-vérités diffusées par la propagande bourgeoise, nous nous résignons provisoirement à être appelés gauchistes. En deuxième lieu, l'unité du mouvement qui s'est rapidement réalisée à la base et dans l'action, n'était que superficielle : les « gauchistes » étaient et restent profondément divisés. C'est pourquoi toute affirmation tendant à les confondre, à les mettre tous dans le même panier, ne peut être que dans un but — avoué ou non — de propagande bourgeoise ou stalinienne, dans la mesure où les meilleurs seront confondus avec les pires.

En effet, en schématisant au maximum, on peut réduire le gauchisme à deux courants contradictoires et irrémédiablement opposés. 1) Un courant anarchisant, plus ou moins situationniste, véritable détonateur du mouvement, et qui s'est regroupé au sein du puissant M 22. Par définition, ce courant spontanéiste n'existe que porté par l'événement ; son refus d'organisation, son recrutement petit - bourgeois, l'acculent, dès que la période est plus calme, à entretenir artificiellement la contestation sous n'importe quel prétexte, et l'entraînent à des actes purement nihilistes, en tous cas non-politiques, tels que dernièrement, le pot de peinture lancé au visage du journaliste Charpy à Nanterre. Ces gauchistes-là sont ceux qui font le plus parler d'eux, qui choquent le bourgeois ; par là-même ils nous font grand tort.

2) Un second courant, composé des groupes trotskystes, maoïstes ou simplement marxistes, pratiquement tous d'accord pour s'organiser au sein d'un parti de masse qui obéisse au principe léniniste de centralisme démocratique. Ils se sont considérablement accrus depuis mai, et songent de plus en plus à s'unir (voir meeting du 31 janvier à la Mutualité, entre *Lutte Ouvrière* et *Rouge)*. Nous sommes bien loin de l'idée d'une « société basée sur de petits groupes antonomes » qui seraient selon Maurice Duverger, le fondement du gauchisme.

Je ne voulait pas faire une si longue réponse, mais je me vois contraint de dire deux mots au sujet de la crise du P.S.U. Il est vrai qu'au P.S.U., la moitié des adhérents sont actuellement gauchistes ; il s'agit de gauchistes qui se sont fourvoyés. Et si nous sommes un certain nombre à avoir démissionné, c'est justement parce que « l'effort cohérent (du P.S.U.) pour définir un socialisme adapté à notre temps » nous semble un effort vain pour définir un socialisme ambigu, et que nous en avons assez d'avoir « le cul entre deux chaises » selon l'expression d'Emmanuel Terray, et de voir cohabiter au parti deux tendances irréconciliables : la tendance révolutionnaire marxiste-léniniste, et la tendance parlementaire social-démocrate.

Mais, n'en déplaise à Maurice Duverger, le gauchisme se porte bien, les maladies infantiles n'ayant qu'un temps. Le recul ou le succès du « gauchisme », ne dépend nullement de l'opinion publique du Français moyen, ni de quelconques élections, mais de leur plus ou moins bonne volonté à s'unir.

P.R. (Bois-Colombes)

MAI et JUIN au fil des jours (XVIII)

23 juin. Les étudiants qui occupaient encore l'Institut d'Etudes Politiques, évacuent leur école. (U.P.I.)

19 juin (suite)

Ceci dit :

« Chiffres en main, il y a, à l'heure actuelle à Paris, plus d'étudiants communistes qu'il n'y en a jamais eu. »

Communistes : oui. P.C.F. : non.

Et, enfin cette révélation sensationnelle :

« Le 11 mai, derrière l'U.E.C., plus de 5.000 étudiants ont reconquis, ce jour-là, le Boul-Mich. »

Exploit d'autant plus remarquable, qu'il s'est produit à l'insu des étudiants, des flics... et de l'Humanité des jours qui suivirent.

Sur le plan social :

« Rentrée triomphale pour les 2.000 de Rhodiaciéta - Belle Etoile. »

Gros titre :

« Il faut faire céder le dernier carré des patrons récalcitrants. »

En page 6, Séguy fustige Rocard, secrétaire du P.S.U. :

« Au fond, ce que Rocard aurait souhaité, c'est qu'en l'absence de l'unité de la gauche scellée par un programme commun, la C.G.T. sorte de son rôle d'organisation syndicale, jette par-dessus bord les revendications ouvrières, se substitue aux partis politiques et se lance à l'assaut du pouvoir. »

Cette phrase est mal construite. La vérité historique, c'est que la Direction de la C.G.T. a jeté par-dessus bord les revendications ouvrières, et s'est substituée aux partis politiques en présentant mensongèrement des élections comme une quasi-certitude de victoire ouvrière alors qu'il n'y avait même pas d'unité de la gauche.

« Rocard aurait été bien inspiré d'aller consulter les travailleurs vibrants d'enthousiasme après la reprise victorieuse du travail. »

Les bras vous en tombent...

20 juin

Rentrée chez Berliet. Le secrétaire C.G.T. de la Métallurgie du Rhône déclare :

« Les travailleurs de Citroën sont encore en grève. Ils ont le même patron que vous. Nous vous demandons de veiller *sur le déroulement de cette lutte, de façon à vous trouver* s'il le faut, *aux côtés de vos camarades. »*

« S'il le faut »... mais il ne le faudra pas... car demain Krasucki ira dire aux gars de chez Citroën, il faut rentrer sinon vous restez isolés. La combine est simple... et peu ragoutante.

Peugeot :

« La Direction cède sur les 3 points restant en litige.

1) *L'horaire de 45 h deviendrait effectif au 31-12-68 au lieu du 1-10-69.*
2) *Les heures de grève de mai seraient indemnisées à 80 %, celles de juin à 25 %.*
3) *Les victimes de la répression policière du 11 juin seraient assimilées au régime des accidents du travail ».*

Titre :

« Citroën dernier bastion de la résistance patronale ».

Ça y est, l'armée ouvrière est démobilisée. On peut, à nouveau lancer des mots d'ordre hardis. Roland Leroy déclare dans une allocution télévisée :

« Le P.C.F. agit avec les travailleurs pour consolider, élargir encore ses succès, s'opposer aux hausses des prix, imposer l'échelle mobile, abroger les ordonnances démantelant la Sécurité sociale ».

En page 1 de « *l'Humanité* » du 20 juin, G. Marchais, oubliant la tricherie dans les départements d'outre-mer et le fait que des millions de jeunes ne peuvent voter, réaffirme :

« Les gaullistes craignent les élections car c'est contre leur politique rétrograde et anti-démocratique que les forces vives de la nation viennent de se dresser avec succès ».

Hélas, dans ce pays où les morts votent parfois, les forces vives n'ont jamais la majorité.

Dans une page (8) entièrement consacrée à l'université, Pierre Juquin s'exprime en un langage bien différent de celui des pourfendeurs de « gauchistes ».

« Notre parti a estimé de son devoir de combattre politiquement les groupes anarchistes, trotskystes ou autres qui ont pris une certaine influence *sur une partie des masses étudiantes.*

Nous appelons amicalement mais de façon pressante la masse des étudiants à tenir compte de la situation réelle de la société française...

En nous refusant absolument à confondre le mouvement et ces groupes politiques, *nous voulons éviter ce qui peut nuire à la cause commune ».*

21 juin

François Mitterrand à Radio-Luxembourg :

« Le P.C.F. dans cette grave crise n'a accompli aucun acte de caractère insurrectionnel, et il n'a pas mérité les invectives de M. Pompidou qui tente de le représenter comme une organisation subversive. Si le P.C.F., la C.G.T. et la C.F.D.T. l'avaient voulu, l'Etat ayant disparu, cela eut été possible. Mais les représentants de la classe ouvrière ont pensé que tel n'était pas l'intérêt du pays et ils ont respecté la loi ».

Dans ce compliment, il y a un involontaire coup de pied de l'ours, et *l'Humanité* s'abstient de tout commentaire.

22 juin

De toutes les grandes usines, Citroën reste seule en lutte.

L'Humanité de ce jour, titre :

« Dernier bastion, Citroën cède » (page 1).

En page 7 : *« Citroën cède à son tour »*, Sur quoi ? Pas de détails. Nous sommes le 22. Le personnel ne se prononcera que le 24 au matin. Le conditionnement commence tôt.

Dernier appel de W. Rochet à la télévision :

« Le problème est maintenant de savoir si les avantages et les droits acquis par les travailleurs seront garantis, ou si au contraire, le grand capital et le pouvoir personnel parviendront à les reprendre et à les annuler. »

« ...J'affirme que c'est avant tout l'attitude calme et résolue du P.C.F. qui a évité à notre pays une aventure sanglante. »

Mais, l'attitude « calme » face aux C.R.S. n'est pas de mise face aux « gauchistes ».

Page 1.

« 600 personnes à Villeneuve-le-Roi avec G. Marchais. Quelques individus appartenant à un groupe gauchiste ont essayé de perturber le bon déroulement du meeting par des propos anti-communistes. Ils ont été violemment *pris à partie par l'assistance. »*

Ces « gauchistes » avaient eu l'audace de dire que les élections sont faussées en régime capitaliste. Et il ont crié « Election - Trahison ».

Page 4 :

« Défense aux candidats communistes de s'adresser aux militaires.

A Rochefort, des militants P.C.F. qui distribuaient du matériel électoral aux sous-officiers et officiers mariniers ont été appréhendés...

...Par contre, c'est à l'intérieur même de la base que le candidat U.N.R. fait distribuer tracts et journaux ».

Non seulement, on nous enlève des rangées de pions avant le déroulement de la partie de dames des élections, mais encore on nous empêche de jouer dans les règles... Ça ne fait rien, c'est un bon jeu quand même.

Page 6. R. Andrieu écrit :

« M. Pierre Vianson-Ponté pouvait remarquer dans « Le Monde » *à propos des prétendus « Comités d'Action Civique » constitués à l'appel de de Gaulle : à Rouen, à Orléans, à La Rochelle surtout, ces groupes disposant d'armes à feu — à la différence des groupuscules dissous — se sont employés, parfois avec un tragique succès, à maintenir la tension et à rechercher la violence. Est-ce cela qu'a voulu le chef de l'Etat ? »*

24 juin

Gros titre dans *l'Humanité.*

« Après le chantage à la peur favorisé par les éléments gauchistes, nette poussée à droite ».

En page 4, il est prouvé que la violence gaulliste n'a pas effrayé les électeurs.

« Jusqu'au dernier moment : Série d'agressions gaullistes contre des militants d'organisations démocratiques. »

Plus de dix localités sont citées. Matraques. Coups de feu. Engins explosifs.

Les mêmes procédés que lors de la montée de Mussolini. Mais pour Andrieu, les coupables furent ceux qui ripostaient par des pavés aux grenades des C.R.S. et aux mitraillettes des nervis.

Page 1.

« Il serait sans doute intéressant pour l'histoire de savoir exactement qui a pris l'initiative des « barricades » de la rue Gay-Lussac, même si des étudiants de bonne foi se sont laissés prendre dans la nasse policière... Chaque barricade, chaque voiture incendiée apportait des dizaines de milliers de voix au parti gaulliste. Voilà la vérité. »

Il serait également intéressant pour l'histoire de savoir qui prit l'initiative d'attaquer la Bastille, de s'opposer aux troupes de Thiers qui venaient récupérer les canons parisiens, d'appeler à la révolte les marins de la Mer Noire, etc. Les marxistes ont déjà répondu à la question. Les réactionnaires ont toujours vu la main de la Prusse, puis celle de Moscou, de Pékin, etc. Dans quelle catégorie peut-on situer Andrieu ? Au comble de sa colère, il met des guillemets à barricades. Noble vengeance. Si on l'agace davantage, il n'hésitera pas à mettre aussi les blessés des barricades entre guillemets.

Martine Monod est priée de s'écraser avec ses histoires de grenades explosives et de réservoirs en flammes. A partir de ce jour les policiers n'ont incendié aucune voiture.

Dans une publication P.C.F. de juillet destinée à la région bretonne, un ancien professeur de lettres, ex-député P.C.F. des Côtes-du-Nord, Marcel Hamon, n'hésitera pas à en rajouter encore sur les contes de *l'Humanité.* Il écrira que dans les manifestations, il y avait un premier rang composé de gauchistes qui incendiaient les voitures au cocktail Molotov sous l'œil complaisant des C.R.S. Puis ce premier rang s'en allait et les C.R.S. chargeaient tous les candides qui se trouvaient là. La même publication qualifiera Sauvageot de « Spécialiste en incendies de voitures ». Si on peut écrire de telles idioties à 500 km de Paris, on se demande ce que put dire la presse en Sibérie.

L'éventuel succès électoral de la gauche permettait d'appeler les travailleurs à reprendre le travail pour « gagner la seconde manche », mais curieusement, l'échec électoral n'empêche pas de continuer sur la même voie.

Page 4 :

« Citroën : le personnel se prononce ce matin.

Réduction d'horaire : 1/2 heure au mois d'octobre 1968 ; 1 heure en octobre 1969.

Salaires : 11 à 13 %.

Jours de grève : 50 % du salaire entre le 20 mai et le 21 juin (récupérable en principe).

« On peut toujours, comme tente de le faire la C.F.D.T., se singulariser en faisant la fine bouche ».

« Le syndicat C.G.T. décide d'appeler les travailleurs à se prononcer massivement pour la reprise du travail sur la base des résultats obtenus ».

25 juin

« Citroën, les métallos victorieux ont voté la reprise du travail ».

Krasucki déclare :

« Prétendre qu'il est possible maintenant, après cinq semaines, d'obtenir un meilleur résultat en prolongeant la grève, c'est vous conduire à l'aventure, à l'isolement et à l'échec. » (page 12).

Ce que le journal omet, c'est que Krasucki a été hué. Il a dû invoquer la « liberté d'expression » pour tenter de se faire entendre.

Krasucki a raison sur un point. La grève est isolée... grâce, entre autres, à un certain Krasucki.

La reprise est acquise par 13.184 voix (71,1 %) contre 5.251 voix (28,3 %).

(à suivre)

(Les débuts de cette rubrique sont parus dans « *Lutte Ouvrière* » à partir du n° 19).

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Imprimerie : ROTO - TECHNIC OFFSET, Aubervilliers